



F

5029

.03933



PROVINCE DE QUÉBEC

Département de l'Instruction publique.

Offert à l'élève

comme récompense pour

par l'inspecteur d'écoles

à sa visite du 19

NUNC COGNOSCO EX PARTE



THOMAS J. BATA LIBRARY
TRENT UNIVERSITY

BIBLIOTHÈQUE CANADIENNE



COLLECTION MONTCALM

Droits réservés. Canada 1927, Copyright U. S. A. 1927
par LIBRAIRIE BEAUCHEMIN, Limitée, Montréal

Nº 431

GERBES CANADIENNES

SALUT AU CANADA

SUIVI DE

PREMIÈRE EFFUSION POÉTIQUE
DISCOURS AUX ÉLÈVES DE SAINTE-THÉRÈSE
LETTRE PUBLIÉE DANS LES « ANNALES TÉRÉSIENNES »
LISTE DES PERSONNES
INCLUPÉES DANS L'INSURRECTION DE 1837 AU CANADA
UNE LETTRE DE L.-H. LAFONTAINE
UNE LETTRE DE SIR G.-É. CARTIER
DOCUMENTS RELATIFS AUX ÉVÈNEMENTS DE 1837-1838
L'ASSEMBLÉE DE SAINT-LAURENT
DEUX LETTRES DE LAURIER
LA FÉDÉRATION IMPÉRIALE
LE PARTI LIBÉRAL ANGLAIS ET L'IRLANDE
LA QUESTION IRLANDAISE
LA QUESTION DES ÉCOLES BILINGUES DE L'ONTARIO

PAR

L.-O. DAVID, Sénateur



MONTREAL
LIBRAIRIE BEAUCHEMIN, LIMITÉE
30, Rue St Gabriel
1927

F5029. D3953



PREMIÈRE EFFUSION POÉTIQUE

Les sont passés ces jours d'ivresse
Où de ses délices l'amour
Berçait mon heureuse jeunesse,
O jours d'un bonheur sans retour !

De l'amour qui connaît les charmes
Doit garder ce trésor précieux,
Hélas ! il verse bien des larmes
Celui qui perd ce don des cieux.

Sans lui que me fait la nature ?
Le doux printemps n'a plus de fleurs,
Ni de parfums, ni de verdure,
Le firmament est sans splendeurs.

Le cœur hélas ! plein d'inconstance
Du bonheur qu'il a sous la main
Dédaigne la douce jouissance
Et croit toujours au lendemain.

Rêve chéri de ma jeunesse
Toi qui dorais mon avenir
Et me berçais avec tendresse
Tu n'es donc plus qu'un souvenir !

N. B. — Cette petite complainte fut mise en musique, en 1865, par une charmante jeune fille nommée Maria Dubois, dont le père appartenait à une famille bien connue à Montréal. Sa mère était française. Frêle et sensitive comme une fleur, elle vivait dans l'idéal, bercée par les illusions de sa nature poétique. Elle épousa un jeune avocat, trop artiste lui-même, trop dominé par son imagination, pour exercer avec succès une profession qui exige un esprit pratique et un caractère persévérant.

Or, à cette époque, plus que maintenant encore, la musique, la poésie et les beaux-arts étaient loin de faire vivre ceux qui s'y livraient.

Un jour, le jeune couple, découragé, partit pour aller, comme tant d'autres, chercher fortune aux États-Unis. Mais la pauvre jeune femme mourut en chemin dans les circonstances les plus pénibles. Triste fin d'une carrière qui en d'autres temps et dans un autre milieu aurait pu être brillante et heureuse !

Ils étaient rares autrefois ceux à qui, dans notre petit monde littéraire et artistique, le culte de la poésie et des beaux-arts procurait le bonheur et les moyens de vivre honorablement. Combien furent obligés de couper les ailes qui les portaient vers

l'idéal, d'éteindre les feux de leur imagination afin de se soumettre aux exigences du terre-à-terre !

Il y a progrès heureusement ; notre situation intellectuelle s'améliore de jour en jour, grâce à l'accroissement de la population et de la richesse de notre province, grâce au progrès de l'instruction publique.

Avant longtemps il y aura dans notre province une classe assez nombreuse et cultivée, assez riche pour permettre à nos poètes, à nos artistes et à nos savants de vivre de leurs talents, du produit de leurs travaux.

* *

De 1860 à 1880 on comptait, à Montréal, des musiciens et des artistes dont le talent faisait le charme de nos concerts, de nos soirées de famille. Comme le cinéma n'existait pas et que le gramophone n'était pas connu, la musique, le chant et la littérature occupaient une place importante dans nos amusements publics et privés ; le piano et le violon, la flûte même, avaient de la vogue.

Le pianiste le plus populaire était Calixa Lavallée ; il jouait aussi avec succès le violon et comme compositeur il n'avait pas d'égal. Notre chant national « O Canada ! »

donne une idée de son talent. On acclamait avec enthousiasme les voix superbes des Lefebvre, des Maillet, des Beaudry, des Guenette, des Lavoie et des Ducharme.

M. Maillet était avocat et père de M. Gaston Maillet; il avait une voix de ténor dont le timbre éclatant résonnait comme une fanfare. Frédéric Lefebvre, avocat, lui aussi, faisait admirer la puissance d'une voix de basse peu ordinaire.

Il vient de mourir.

Vers l'an 1872, un jeune violoniste, nommé Jehin Prume, nous arrivait de Belgique où il avait fait admirer son talent artistique. C'était un beau grand garçon à l'extérieur distingué et sympathique. Il conquit en peu de temps l'estime et l'admiration, universelles et devint le favori de notre population à tel point qu'il décida de se fixer à Montréal et épousa Mlle Delvecchio, l'une des jeunes filles les plus aimables, les plus distinguées de Montréal. Elle était, elle aussi, artiste, et figurait avec éclat dans les concerts de cette époque. Elle portait le nom de Rose et c'est le cas de dire qu'elle vécut ce que vivent les roses. Elle mourut bien jeune, regrettée amèrement par la société montréalaise, qui, peu de temps avant sa mort, l'avait acclamée dans une pièce où elle avait représenté Jeanne d'Arc.

M. Prume a laissé un fils, le docteur Jehin Prume qui exerce à New-York la profession de médecin et prouve, par son zèle pour les œuvres nationales, qu'il est sincèrement canadien-français. Il publie parfois dans nos journaux des articles qui lui font honneur.



SALUT AU CANADA

Hymne patriotique mis en musique par notre défunt artiste, ALEXIS CONTANT, et chanté plusieurs fois par la belle voix de M. SAUCIER.

I

O Canadiens ! offrons nos chants à la patrie,
Des cendres des héros elle est toute pétrie,
Tout sur ce sol aimé chante leur souvenir
Et nous fait un devoir de toujours les bénir.
Pour fonder sur nos bords une nouvelle France,
Ils n'eurent jamais peur d'affronter la souffrance
Et de braver la mort pour la postérité,
Pour Dieu, pour le drapeau, pour l'immortalité.

II

Il n'est pas sous les cieux une terre plus belle,
Fière de sa beauté toujours fraîche et nouvelle,
Fière de ses grands bois, de ses fleuves géants,
De ses riches moissons, de ses destins brillants,
A tous les malheureux, aux délaissés du monde,
Elle offre les trésors de sa glèbe féconde ;
Sans reproche et sans peur à tous les envieux,
Elle ouvre les feuillets d'un passé glorieux.

III

Des saints et des héros les vertus immortelles
Auréolent son front de clartés éternelles
Et lui font un chemin lumineux et royal
Vers les sommets fleuris où règne l'Idéal. [tes
Les yeux toujours tournés vers ces lumières sain-
Qui, pour nous, se seront jamais, jamais éteintes,
Du destin, contemplant les nobles visions,
Marchons fièrement vers les vastes horizons.

IV

Aux illustres martyrs des dévouements épiques,
Aux généreux soldats des devoirs héroïques
Dressons des monuments; honorons leur berceau.
Et couronnons de fleurs la croix de leur tombeau.
Héritiers de la langue et du sang de la France,
Nous vivrons; Dieu bénit cette douce espérance.
Fiers de nos souvenirs, de nos traditions,
Nous marcherons, front haut, parmi les nations.

REFRAIN

Salut au Canada! Salut à la patrie!
Chantons de nos aïeux, la mémoire chérie
Et lançons vers le ciel le cri toujours nouveau:
« Vive le Canada! Honneur à son drapeau! »



DISCOURS AUX ÉLÈVES DE SAINTE-THÉRÈSE

Messieurs,

En me levant pour vous adresser la parole, je suis assailli par un monde de pensées, je vois se dresser devant moi plus d'un demi-siècle de souvenirs émouvants. Oui, c'est bien ici que, voilà soixante ans, j'arrivais, le cœur gros, pour faire mon cours d'études. Le vieux collègue, je devrais dire les deux vieux collègues, n'existent plus, mais c'est toujours la même maison, la même institution. Soixante ans ! Cela vous paraît bien long, Messieurs les élèves ; à votre âge, cinquante, soixante ans paraissent une éternité. Pourtant, à mon âge, cela paraît bien court ; c'est comme un rêve, un rêve où la vie avec ses joies et ses tristesses se manifeste sous mille formes fugitives. Je revois mes anciens professeurs, mes compagnons de classe et de collège ; ils passent, ils passent rapidement. Où sont-ils ? J'ai beau regarder, j'en vois peu autour de moi.

Ils sont partis pour des régions d'où l'on ne revient pas. Je revois les salles d'étude et de récréation, tous les endroits où j'ai peiné, étudié, ri souvent et quelquefois pleuré. Voici les arbres, les beaux arbres à l'ombre desquels nous avons tant de fois bercé nos jeunes imaginations et cherché à percer les voiles de l'avenir. Il me semble entendre la cloche, la fameuse cloche dont le son nous paraissait bien lugubre, lorsqu'elle nous arrachait, l'hiver surtout, à la chaleur de nos lits, mais qui résonnait joyeusement à nos oreilles, lorsqu'elle nous appelait à la récréation ou au réfectoire. L'écho de cette cloche continue cependant de sonner longtemps dans nos rêves, de nous rappeler nos années de collège.

Soixante ans ! Près de huit générations, puisque le cours d'études est de huit ans, huit générations d'élèves qui se sont succédé, qui ont vécu de la même vie, mangé à la même table, bu à la même coupe, éprouvé les mêmes sentiments, les mêmes joies, les mêmes tristesses. Car, si tout change, se modifie et se transforme dans le monde, il est une chose qui est immuable, qui ne change pas : la nature humaine. Le fond en est éternellement le même, on y trouve toujours les mêmes sentiments, bons et mauvais, les mêmes aspirations, les mêmes

éléments de grandeur et de déchéance, de bonheur et de souffrance. Si je pouvais lire dans le cœur et l'esprit des jeunes élèves qui m'écoutent en ce moment, j'y trouverais les pensées, les rêves, les ennuis, les inquiétudes et les projets qui nous obsédaient, les mêmes instincts de répugnance, de révolte contre tout ce qui contrariait nos goûts et nos tendances, le même désir de déchirer les nuages qui cachent l'avenir, de dérober les secrets de la vie, de la destinée.

Comme nous, vous trouvez parfois la vie dure au collège, et pourtant elle l'est beaucoup moins qu'autrefois, et elle vous paraîtra plus tard bien douce comparée aux situations difficiles que vous traverserez. Toutefois, il faut l'avouer, la période de la formation intellectuelle est pénible, les premiers travaux de l'esprit sont fatigants. Et la Providence ne distribue pas ses dons également ; il en est pour qui le travail est facile, presque agréable, dont les succès embellissent la vie ; pour d'autres le travail est plus dur, plus ingrat, et ils sont portés à envier le sort de leurs compagnons plus favorisés par la fortune. Mais les derniers deviennent souvent les premiers lorsqu'au lieu de se décourager ils ont cherché par un travail constant, persévérant, à développer

ce que la Providence leur avait donné d'intelligence et de volonté.

« Le génie, a dit un grand philosophe, c'est le travail ».

C'est peut-être, exagéré, mais c'est vrai en ce sens qu'une intelligence ordinaire servie ou développée par un travail obstiné, par une volonté tenace et persévérante, vaut mieux qu'un génie sans caractère, sans volonté, paresseux et inconstant.

Un grand écrivain de la France a dit : « Le vent qui souffle sur une tête dépouillée ne vient jamais d'un rivage heureux. » Non, pardon, il vient parfois d'un rivage heureux, lorsqu'il ne rapporte aucun regret, aucun remords, lorsqu'on peut se rendre le témoignage qu'on a fait un bon usage de tous les instants de sa vie. Mais ils sont rares ceux qui peuvent se rendre ce témoignage consolant. Combien regrettent de n'avoir pas appris, lorsqu'ils étaient jeunes, ce qu'on apprend plus difficilement, lorsque la mémoire est moins fidèle, l'esprit moins fort, moins actif !

Les Canadiens-Français ont des facultés brillantes ; ils ont, comme les Français, le don d'apprendre et de faire sans effort tout ce qu'ils veulent, surtout dans le domaine des lettres et des arts. Mais pour occuper sur ce sol, dans ce pays, une place

digne de leur origine, il faut qu'ils acquièrent l'esprit positif, le sens pratique et surtout la volonté opiniâtre et la ténacité inébranlable qui caractérisent nos concitoyens d'origine anglo-saxonne et qui partout leur donnent le pouvoir, l'influence et la fortune.

Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet. Je pourrais rappeler ce que les grands peuples ont toujours fait, les méthodes tyranniques, cruelles même auxquelles ils ont eu recours pour faire des hommes forts, courageux, capables de tout oser, de tout entreprendre. Je pourrais mentionner les moyens extraordinaires employés par les Japonais pour former des soldats invincibles mais je crains d'être trop long.

Je suis heureux de constater que le Séminaire de Sainte-Thérèse continue de faire sa part, une part glorieuse, dans l'œuvre de la formation intellectuelle de notre population, qu'il est fidèle à la pensée, à la noble devise de son généreux fondateur, l'abbé Ducharme. Il était bien modeste le grain de sénévé que ce bon prêtre semait en ces lieux, il y a environ 70 ans, mais il a germé, il a grandi et il a produit de riches et abondantes moissons, des moissons de prêtres, de citoyens utiles et honorables qui font honneur à la religion et à la pa-

trie. Et la moisson qui se lève sera digne des autres, j'en suis sûr.

Elle est belle l'œuvre des fondateurs de nos collèges et séminaires et de ceux qui la continuent avec tant de zèle et de dévouement, qui ont fourni et donnent encore au clergé, aux professions libérales, à l'Église et à l'État, tant d'hommes éminents. Dieu merci ! Sur ce terrain nous avons le droit de défier toute concurrence, de porter la tête haute ; notre formation classique donne à notre nationalité un éclat que nous honore.

Ah ! sans doute, à côté de ces collèges, de ces séminaires, il nous faut, notre intérêt national l'exige, il nous faut des écoles d'instruction commerciale, industrielle et technique. Mais l'un n'empêche pas l'autre, et quoi qu'on fasse l'étude des classiques est encore et sera toujours le meilleur mode de former et d'embellir l'esprit humain, de lui inspirer le culte du beau, de l'idéal.

Un grand tribun de France, Gambetta, dont on peut admirer l'éloquence, tout en condamnant ses opinions religieuses, a dit, parlant à des étudiants, que pour être ce que l'honneur et le progrès de la France exigeaient, ils devaient se nourrir de la moëlle des lions. Permettez-moi de vous donner, Messieurs les élèves, le même conseil et de vous dire que cette moëlle des

lions vous la trouverez dans l'étude des classiques.

Oui, ayons des écoles industrielles, commerciales et techniques pour former des hommes capables de lutter contre les autres races dans le domaine des choses matérielles, ayons-les à tout prix, mais conservons et fortifions l'enseignement classique qui imprimera à notre nationalité un caractère, un cachet de distinction si honorable, conservons ces sanctuaires où se forment les esprits dirigeants du monde intellectuel. C'est par quoi spécialement, peut-être, nous pourrons nous distinguer et accomplir notre mission en Amérique.

Permettez-moi en finissant de citer les belles paroles d'un Français éminent, Monsieur Doumer. Dans un livre remarquable, dédié à ses fils, il dit, parlant des Français :

« Nous n'avons pas le droit de ne pas être un grand peuple, nous devons être grands et puissants aussi, parce que placés comme nous le sommes sur la carte du Monde, si nous ne jouons pas un des premiers rôles sur la scène nous disparaîtrons. »

On dirait que ces paroles ont été prononcées pour nous. Aussi je me contenterai d'ajouter un mot, un seul mot pour dire

que placés comme nous le sommes, nous aussi, au milieu de races fortes et vigoureuses, si nous ne jouons pas un des premiers rôles, nous disparaîtrons, et qu'il ne nous est pas permis d'être petits, parce que nous sommes les fils d'hommes qui ont été grands, parce que nous sommes des fils de héros.

Or, c'est par le travail, par l'étude, par l'instruction, par la volonté, par la pratique franche et sincère des vertus publiques et privées, des préceptes de la religion et de la morale, que nous serons vraiment grands, que nous ferons respecter notre foi religieuse et nationale, nos droits et nos glorieuses traditions.



LETTRE PUBLIÉE DANS LES « ANNALES TÉRÉSIENNES »

Vous me demandez de collaborer aux « Annales térésiennes » dans le coin réservé aux « Anciens ». C'est donc bien vrai que je suis un « Ancien » ! Ce titre me fait une curieuse et inquiétante impression, et je me demande si j'y ai bien droit. Hélas ! oui ; mais c'est un droit que je serais disposé à céder pour quelques années de jeunesse, à quiconque aurait plus d'ambition que moi. Inutile, pourtant, d'espérer trouver quelqu'un qui consentirait à cet échange. Bon gré, malgré je dois me résigner à figurer dans le *coin des Anciens*. C'est un coin bien froid, couvert des frimas de l'hiver, une région désolée où l'on ne voit ni fleurs, ni fruits, aucun des charmes du printemps et même de l'été. Mais mieux vaut être là que n'être pas du tout, surtout lorsqu'on croit ou qu'on s'imagine avoir conservé ses facultés mentales. Laurier, dont je ne puis citer le nom sans émotion, disait souvent : « La vieillesse est bonne lorsqu'on y arrive

en possession de ses facultés intellectuelles, sain de corps et d'esprit, et il faut en remercier la Providence. » Malheureusement on aime à se faire illusion et les amis, comme l'amour-propre d'ailleurs, encouragent cette illusion.

Toutefois, mieux vaut pour moi être dans le coin des Anciens que dans un endroit où ma prose souffrirait d'être mise en comparaison avec des écrits aussi remarquables que ceux parus sous votre signature dans les derniers numéros des Annales. Vraiment elles m'intéressent, vos Annales ; elles évoquent des souvenirs précieux, elles rappellent les noms de condisciples aimés, de professeurs dévoués. Mais ils sont rares les survivants de ma génération, ceux aussi qui furent mes premiers professeurs.

L'un des derniers, et non pas le moins brillants, de mes confrères de classe, vient de disparaître. Je parle de Routhier dont la carrière a tant fait honneur aux Lettres canadiennes. Nous commençâmes nos études en même temps, en 1850, et nous les poursuivîmes ensemble jusqu'à la Rhétorique. C'était un élève modèle, modeste, pieux et laborieux, dont le talent s'affirma surtout dans les dernières années de ses études. Ses succès littéraires en Belles-Lettres et en Rhétorique faisaient

croire et dire qu'il baisserait dans les mathématiques ; mais on se trompait, car il remporta tous les premiers prix dans les deux années de philosophie. En Versification, il avait composé, sur saint Stanislas de Kostka, un poème, un drame je crois, qui fit sensation au collège.

Nous n'avons pas été aussi intimes que nous aurions dû l'être. Croyant que j'étais l'auteur d'une critique piquante parue dans l' « Opinion Publique », il se vengea en publiant, sous le pseudonyme de Piquefort, une satire peu agréable pour moi. Malheureusement je ne pouvais le détromper sans faire tomber ses soupçons sur l'écrivain qui avait adopté le pseudonyme de Lépine.

Ces regrettables malentendus ne sont pas rares dans notre vie politique et littéraire. Cela ne m'a pas empêché de rendre hommage à ses vertus et à ses œuvres littéraires toutes les fois que j'en ai eu l'occasion. Je l'ai entendu parler dans une circonstance où il avait à lutter contre des orateurs français de premier ordre, et il ne leur fut pas inférieur. Le séminaire de Sainte-Thérèse a le droit, comme le disait M. l'abbé Auclair, de le mettre au premier rang de ses illustrations. Sa vie a été bonne, nationale et chrétienne.

Des autres anciens qui furent mes confrères de classe, il reste deux ou trois vieillards qui disparaîtront comme moi avant longtemps. Il faut bien que nous cédions la place aux générations qui poussent et se préparent à nous succéder. Elles font bien de se préparer par un travail assidu, par des études profondes, à résoudre les grands problèmes sociaux et nationaux que l'avenir leur réserve.

Ce ne sont pas toujours les talents les plus brillants au collège qui se distinguent le plus dans le monde et sont les citoyens les plus utiles. L'expérience démontre que ce sont les sobres, les laborieux, les plus moraux, les plus énergiques ; ceux qui ont le plus exercé leur volonté afin d'être capables de résister aux entraînements de la jeunesse, aux mauvais exemples, aux séductions dangereuses. Ils sont nombreux les talents que l'oisiveté, l'amour du plaisir ou un simple travail de surface, empêchent de produire ce qu'ils faisaient espérer.

Un bon nombre d'élèves du séminaire de Sainte-Thérèse se consacrent au sacerdoce. C'est bien ce qu'ils peuvent faire de mieux, lorsqu'ils possèdent le zèle religieux, l'esprit de dévouement et le contrôle de leurs sentiments, de leurs passions. Quoi de plus beau, de plus honorable, de plus

utile que la mission d'un prêtre ! Ah ! sans doute, il a des ennuis, des privations ; les bruits du monde troublent parfois sa solitude et lui apportent le mirage trompeur des joies mondaines. Mais il ne tarde pas à constater que les joies du monde, les séductions de la popularité, de la gloire sont bien éphémères; que travailler en ce monde et en l'autre pour le bonheur de ses semblables, offre des compensations et des satisfactions plus précieuses.



LISTE DES PERSONNES INCULPÉES DANS L'INSURRECTION DE 1837 AU CANADA

C'est le titre qu'on trouve au dos d'un document officiel où sont enregistrés les noms de tous ceux qui ont été accusés de sédition ou de trahison en 1837, avec certains renseignements sur leurs agissements. J'ai cru que quelques extraits de ces documents que j'ai traduits de l'anglais pourraient intéresser le public et spécialement les familles de ces patriotes.

Ce sont, comme on le verra, de simples notes dépourvues de style.

GEORGE DE BOUCHERVILLE, lieutenant dans la sixième division des Fils de la Liberté dont Rodolphe DesRivières était le chef et dont F.-S. Brown était connu comme le Général en chef ; a exercé des fonctions militaires et a signé la proclamation des Fils de la Liberté parue dans la « Minerve » du 9 octobre 1837.

George de Boucherville est l'auteur du roman

bien connu « Une de perdue, deux de trouvées ». Il était le frère de Charles de Boucherville, ancien premier ministre de la province de Québec. Il a exercé pendant longtemps les fonctions de greffier en chancellerie, à Québec où il est mort, à un âge avancé.

PIERRE BOURGEOIS, armurier de Saint-Denis, fut chargé par le docteur Nelson d'examiner les fusils des patriotes et en trouva 145 en bon état, fut un de ceux qui descendirent dans la cave de la maison de Mme Saint-Germain pour tirer sur les soldats.

RAYMOND PLESSIS BELLAIR (Bélair) de Montréal, gentilhomme, âgé de 71 ans, marié, père de sept enfants et possesseur d'une fortune d'environ £50,000, quitta la ville au commencement des troubles et fut arrêté à son retour, assista à deux assemblées du comité central de Montréal dont il fut élu président, signa l'adresse aux ouvriers de Londres.

BELLEVILLE BOUCHER, de Saint-Charles, 37 ans, marié, sans enfants, rédacteur autrefois de « l'Écho du Pays » partisan actif de Papineau, secrétaire de l'assemblée de Saint-Charles, membre de l'état-major du général Brown, a refusé de répondre aux questions.

JEAN-BAPTISTE BOUSQUET, de Saint-Césaire, âgé de 40 ans, meunier au service de M. Debart, lieutenant de milice, alla au camp des insurgés à la Pointe-Olivier, le 24 novembre, et assista à l'assemblée de Saint-Charles, reçut chez lui après la bataille de Saint-Denis : Nelson, Brown, Jalbert, Kimber, Larocque et Bonaventure Viger. Ils passèrent la nuit chez lui avant de prendre la route des États-Unis.

LOUIS LACOSTE, membre du Parlement provincial, de Boucherville, 39 ans, père de quatre enfants, s'est livré au shérif le 8 décembre, a signé le document convoquant l'assemblée de Saint-Charles à laquelle il assista comme délégué de Boucherville, a proposé ou appuyé la résolution recommandant l'élection des officiers de milice.

M. Lacoste était le père de notre éminent et respecté concitoyen sir Alexandre Lacoste, qui a dû se souvenir de son père, lorsqu'il se prononça contre la conscription au grand déplaisir de ses amis politiques.

HECTOR BARCELO, principal pourvoyeur du camp de Saint-Eustache.

ROBERT-S.-MILNES BOUCHETTE, de Québec, avocat, 32 ans, fils de l'In-

specteur général de la province, quitta le bureau de son père où il remplissait les fonctions de commis, pour embrasser la cause des patriotes ; joua un rôle actif dans les assemblées publiques ; publia, à Québec, dans les deux langues, un journal révolutionnaire appelé « Le Libéral » ; se rendit, au début des troubles, au foyer de l'insurrection sur la rivière Chambly, prit à Swanton le commandement d'un corps de patriotes à la tête desquels il franchit la frontière, engagea le combat avec les volontaires de Missisquoi, fut défait, reçut une blessure au pied et fut fait prisonnier.

M. Bouchette devint plus tard un fonctionnaire important du gouvernement.

RODOLPHE DESRIVIÈRES, gentilhomme, de Montréal, 24 ans, commandant de la sixième division des Fils de la Liberté, remplit les fonctions de sergent instructeur des Patriotes, fut ouvertement l'un des instigateurs de l'insurrection, fut vu au camp de Saint-Charles ; mais on n'est pas sûr qu'il prit part au combat.

Rodolphe DesRivières était très populaire à Montréal. Il avait une réputation de force et de bravoure qu'il sut justifier en plusieurs circonstances.

LUC-HYACINTHE MASSON, de Saint-Benoît, 26 ans, non-marié, médecin, a été depuis quatre ans l'un des agitateurs les plus actifs dans le comté des Deux-Montagnes. Non seulement il fréquenta le camp de Saint-Eustache, mais il exhorta les gens à s'y rendre, et, un dimanche, le 26 novembre, à la porte de l'église de Saint-Benoît, il exhorta la population à prendre les armes afin de repousser les troupes de la Reine.

M. Masson fut l'un des exilés des Bermudes. A son retour au pays, il exerça la profession de médecin dans le comté de Soulanges et devint député de ce comté. Il est le grand-père du docteur Damien Masson, l'un de nos médecins les plus estimés, qui ne paraît pas avoir hérité du caractère belliqueux de son grand-père.

DAMIEN MASSON, 20 ans, marchand à Saint-Benoît, prit part à la rébellion, mais on croit qu'il subit l'influence de son frère Hyacinthe.

JOSEPH-AMABLE BERTHELOT, de Saint-Eustache, notaire public, 61 ans, marié, père de cinq enfants, assista à une assemblée tenue dans la grange de Chénier, le 10 novembre; résidait, avant le combat de Saint-Eustache, dans la maison d'un nommé Alexandre Rochon, où furent trou-

vées des balles et des cartouches; fut l'un des magistrats élus par le peuple, figura dans la procession en l'honneur de Papi-neau, un drapeau révolutionnaire à la main; essaya de former à Saint-Eustache une compagnie des Fils de la Liberté.

LEON BREAU, de Saint-Jean, cultivateur, 20 ans, marié, père de trois enfants, reçut l'ordre de Lucien Gagnon de se rendre à la Pointe à la Mule, et fut averti que s'il désobéissait à cet ordre, sa maison et ses autres bâtiments seraient incendiés. Il se rendit à l'endroit indiqué où se trouvaient une soixantaine de patriotes avec lesquels il alla à Swanton. Le lendemain, Gagnon leur distribua des armes et des munitions et ils partirent pour le Canada avec deux canons, deux caisses de fusils, des drapeaux et des piques. Ils étaient une centaine lorsqu'ils furent attaqués par les volontaires de Missisquoi, défaits et obligés de fuir. Breau étant retourné chez lui, fut arrêté et mis en prison.

FELIX-A. CHÉNIER, notaire de Saint-Eustache, 24 ans, arrêté à Bedford, le 3 janvier, lorsqu'il se dirigeait vers les États-Unis. Cousin du docteur Chénier tué à Saint-Eustache, avec qui il demeurait;

prit part à l'expédition entreprise pour désarmer les sauvages au lac des Deux-Montagnes et à la destruction du pont Porteous.

A.-E. BARDY, notaire de Saint-Athanase, s'occupa activement d'induire les habitants à forcer les officiers de milice à donner leur démission ; il était fortement secondé par le docteur Lacroix, un agitateur bien connu dans le comté de Laprairie.

AMABLE DAUNAIS, de Saint-Cyprien, 22 ans, accusé du meurtre de Chartrand.

Cet infortuné jeune homme subit son procès comme l'un de ceux qui avaient pris part à cette malheureuse affaire et fut acquitté. Après son procès, il alla s'enrôler dans la troupe des Patriotes qui, sous la conduite de Nelson, envahirent le Canada. Mais le tribunal militaire nommé par Colborne, le trouva coupable de haute trahison et il fut pendu.

JEAN-BAPTISTE DUMOUCHEL, de Saint-Benoît, gentilhomme, 55 ans, s'occupa activement de l'organisation des patriotes, de les armer et de les préparer à combattre, de leur fournir des cartouches fabriquées dans sa maison. Reçut souvent la visite de Girod qui passa quelques jours chez M. Girouard avant le combat de Saint-Eustache, fut destitué comme juge de paix

par le gouvernement et élu juge amiable par les patriotes.

M. Dumouchel était d'une famille bien connue à Montréal comme dans le comté des Deux-Montagnes.

HERCULE DUMOUCHEL, fils de Jean-Baptiste Dumouchel, 23 ans, marchand, fut fait prisonnier avec son frère Camille dans le bois où ils s'étaient réfugiés après le combat de Saint-Eustache; a dit qu'il n'avait pas lui-même fabriqué des balles et des cartouches, mais qu'il était dans la maison lorsque son père et son frère en fabriquaient. Dit que Girod allait de la maison de son père à celle de M. Girouard, son oncle.

M. Dumouchel, le père et ses deux fils furent incarcérés ensemble.

CAMILLE DUMOUCHEL, frère de Hercule, 17 ans, n'a pas pris part au combat, mais a fabriqué des balles et des cartouches avec son père et son frère.

ADOLPHE DUGAS, étudiant en médecine, 20 ans, de Boucherville. Refusa de prêter le serment d'allégeance, et fit tout ce qu'il put pour empêcher les habitants de prêter ce serment.

M. Dugas fut le père du défunt magistrat et

juge Dugas qui exerça la justice avec tant de succès à Montréal et dans le Yukon, et eut partout des amis dévoués.

FRANÇOIS-CHICOT DUVERT, médecin de Saint-Charles, 49 ans, marié, père de 4 enfants, fut l'un des vice-présidents de l'assemblée de Saint-Charles et proposa l'une des résolutions adoptées à cette assemblée. Ayant appris qu'un mandat d'arrestation avait été émis contre lui, il se rendit à Saint-Marc chez M. Joseph-T. Drolet où arrivèrent le même soir, Papineau, Nelson et O'Callaghan qui délibérèrent une heure sur la situation. Papineau parla peu et parut absorbé par ses pensées.

Le docteur Duvert fut l'un des partisans les plus dévoués de Papineau. C'est sur sa propriété que l'assemblée de Saint-Charles eut lieu. L'une de ses filles épousa le fils de son ami Drolet et de ce mariage naquit Gustave Drolet, ancien zouave pontifical, qui, à Rome et à Paris comme à Montréal, eut des amis dans le meilleur monde.

JOSEPH-TOUSSAINT DROLET, marchand de Saint-Marc, 51 ans, père de cinq enfants, vice-président de l'assemblée de Saint-Charles ; proposa l'une des résolutions adoptées à cette assemblée. Papineau logea chez lui et fut rejoint par O'Callaghan

et Ovide Perreault qui fut tué quelques jours plus tard. Le 14 novembre, pendant la nuit, Papineau revint chez Drolet avec O'Callaghan et Wolfred Nelson.

CHARLES DROLET, fils de Joseph-Toussaint, 32 ans, commis chez son père, prit part à la bataille de Saint-Charles, et réussit à s'échapper, mais fut arrêté.

Tel que dit auparavant, il épousa l'une des filles du docteur Duvert, qui étant devenue veuve, épousa Louis Renaud et fut la mère de Gustave Drolet et de Mesdames Rainville, Mount, Fréchette et Forget.

TOUSSAINT DUFRESNE, de Saint-Jean, 29 ans, marchand, se rendit, à l'appel de Gagnon avec une troupe de 100 hommes, à Swanton où ils furent nourris par les Américains. Il croit que ce sont aussi les Américains qui leur fournirent des armes et des cartouches dont une partie fut distribuée entre une trentaine d'Irlandais. Ils partirent alors avec deux pièces d'artillerie et un wagon chargé de munitions pour le Canada où ils furent attaqués par les volontaires de Missisquoi qui les forcèrent de reprendre la route des États-Unis. Dufresne fut arrêté à son retour au Canada.

JOSEPH DANIS, de Sainte-Scholastique, 40 ans, marchand, se rendit au camp de Saint-Eustache où Girod le nomma capitaine d'une compagnie de patriotes; était dans le cimetière avec Chénier et le vit tomber sous les balles des soldats; fut arrêté, les armes à la main. Dit que la veille de la bataille, il vit au camp le docteur Chénier, Jos. Robillard et le Curé Chartier qui adressa la parole aux patriotes. Il y avait à ce moment environ six cents patriotes.

LOUIS DECOIGNE, de Blairfindie, notaire, marié, père de trois enfants, prit part au charivari organisé par les patriotes contre le docteur Quesnel, sous la direction du docteur Côté, afin de le forcer à donner sa démission comme magistrat; agit généralement comme secrétaire des assemblées convoquées par le docteur Côté.

Decoigne subit son procès pour avoir pris part à l'invasion du Canada par les patriotes sous la conduite de Robert Nelson et fut condamné à être pendu. Il espéra vainement jusqu'au dernier moment échapper à l'échafaud.

ISAIE FOISY, forgeron de Saint-Eustache, 43 ans, père de sept enfants, était présent lorsque Chénier fut élu colonel par les patriotes et Scott, major; fut lui-même

plus tard nommé capitaine d'une compagnie, prit part à la bataille avec les patriotes enfermés dans l'église, mais réussit à s'échapper, dit qu'il était présent à l'assemblée où le curé Chartier encouragea les patriotes à faire leur devoir.

EUSÈBE DUROCHER, de Saint-Charles, 30 ans, marchand, associé de Drolet de Saint-Marc, fut l'un des chefs les plus actifs des insurgés; alla à Montréal, le 22 novembre, et revint avec deux barils de poudre et mille pierres à fusil; fabriqua, avec l'aide de son commis et de l'huissier Marchesseau, les balles et les cartouches qui furent distribuées aux patriotes avant le combat de Saint-Charles; sollicita des souscriptions pour l'achat d'armes et de munitions.

JEAN-JOSEPH GIROUARD, notaire, Saint-Benoît, 42 ans, membre du Parlement provincial, beau-frère de Jean-Baptiste Dumouchel, jouissait d'une grande influence dans la région du Nord, l'ami et le partisan dévoué de Papineau qu'il accompagna et seconda dans les assemblées publiques et alla avec lui dans le district de Québec où il assista à l'assemblée du comté de Bellechasse; assista à l'assemblée de Saint-Charles, prit la parole en faveur des

résolutions adoptées à cette assemblée. Membre du Conseil qui fut formé à Saint-Benoît, dans les premiers jours de décembre, et lorsque les patriotes avaient pris les armes.

Lorsque M. Girouard apprit que sa tête était mise à prix, il quitta Saint-Benoît, en route vers les États-Unis. Il aurait pu facilement s'y rendre, mais lorsqu'il apprit que ses amis, les Dumouchel et les Masson, étaient arrêtés, il crut qu'il devait partager leur sort et se rendit aux autorités. Cet acte de générosité rend témoignage à la noblesse de son caractère. Il passa six mois en prison où il s'occupa de dessiner au crayon les portraits de ses compagnons. J'ai publié autrefois dans *l'Opinion Publique* plusieurs de ces portraits. Il fut libéré, lors de l'annistie proclamée par lord Durham. Il retourna à Saint-Benoît, où il vécut jusqu'en 1855, entouré de l'affection et du respect de la population. Il laissa deux fils dignes de porter le nom de cet homme de bien et de talent.

Lorsque je faisais mon cours d'études au Séminaire de Sainte-Thérèse, deux hommes éminents y venaient faire visite et les directeurs de cette maison les accueillaient avec le plus grand respect ; c'étaient MM. Morin et Girouard. Ils se ressemblaient par l'extérieur modeste, bienveillant et imposant en même temps qui les caractérisait. On n'aurait jamais pu croire, à les voir, qu'ils avaient été des chefs d'insurgés en 1837. On les aurait plutôt pris pour des missionnaires prêchant l'Évangile.

Les notes qui précèdent établissent clairement que j'ai eu raison de dire qu'à Montréal comme à la campagne on trouvait, à la tête et dans les rangs des patriotes, l'élite de notre population, les hommes les plus respectables et les plus estimés, et qu'il a fallu que les abus du pouvoir fussent insupportables pour que ces hommes sages et paisibles aient pris part à un soulèvement qui leur fut si funeste. La prison, l'échafaud, l'incendie, la ruine de leurs propriétés furent le triste résultat de leur patriotisme. Mais plusieurs de leurs ennemis, de ceux qui les avaient combattus et persécutés avec tant d'acharnement, ont fini par avouer eux-mêmes qu'ils ont droit à notre estime, à notre reconnaissance.

THIMOTHÉE FRANCHÈRE, marchand de Saint-Mathias, 47 ans, père de quatre enfants, proposa ou seconda, à l'assemblée de Saint-Charles, la résolution recommandant l'élection par le peuple des officiers de milice; dit qu'avant l'assemblée il discuta avec Papineau l'opportunité de cette résolution; exprima l'opinion qu'elle avait un caractère révolutionnaire, mais que Papineau prétendit le contraire et le décida à proposer cette résolution. Dit qu'il y avait de trois à quatre mille personnes

présentes à cette assemblée. S'enfuit aux États-Unis, mais revint ensuite au Canada et se livra aux autorités.

La famille Franchère était une des familles les plus importantes et les plus populaires dans les paroisses situées au sud de la rivière Chambly.

RICHARD HUBERT de Montréal, avocat, 25 ans. Ayant appris, vers le 21 novembre, qu'un mandat d'arrestation avait été émis contre lui, il se rendit à Saint-Benoît. On soupçonne qu'il fut chargé par le docteur Nelson, d'aller apprendre à Girod que les troupes royales avaient été repoussées à Saint-Denis. Résida quelques jours chez Dumouchel, beau-frère de Girouard chez qui Girod logeait de temps à autre. Fut nommé quartier-maître au camp de Saint-Eustache, et prit part au combat.

« M. Hubert fut libéré après quelques mois de prison, se remit à la pratique de sa profession et devint protonotaire de la Cour supérieure. On pourrait dire de lui ce que je disais de M. Morin et de M. Girouard, on avait peine à croire en le voyant qu'il avait pu être révolutionnaire dans sa jeunesse. Il était difficile de rencontrer un homme à l'esprit plus positif, moins susceptible en apparence d'enthousiasme.

La famille Hubert est bien connue à Montréal. »

FRANÇOIS DANIS, de Saint-Eustache, fut chargé par le docteur Chénier de fournir des vivres aux patriotes. Girod donnait des bons payables par le *gouverneur provincial*. Fut chargé par Girod de s'emparer des armes et des munitions qu'il pourrait trouver dans le magasin de M. Hubert Globenski. Alla aussi se faire remettre par McTavish, agent de la Cie de la Baie d'Hudson, de la poudre et des balles. Prit part au combat et parvint à s'échapper. Dit que Girod partit au début de la bataille, en disant qu'il allait rallier les patriotes et reviendrait bientôt, mais qu'il ne revint pas.

THIMOTHE KIMBER, de Chambly, médecin, 41 ans, incita les habitants à délivrer Davignon et Desmaray (faits prisonniers à Chambly). Agitateur ardent, fit des discours violents contre le gouvernement anglais, arbora le drapeau tricolore à sa maison, le 21 octobre, pour saluer le passage de Papineau se rendant à Saint-Charles. A quelqu'un qui lui demandait pourquoi les Canadiens devaient se rebeller, il répondit : « Il est temps que nous nous débarrassions de la tyrannie du gouvernement anglais, et vous feriez bien de vous joindre à nous, car aussitôt que la rivière sera prise,

nous irons avec 40 ou 50,000 hommes nous emparer de Montréal et de Québec ; les habitants sont bien armés, pourvus de munitions et déterminés. J'étais à Saint-Charles et jamais dans un aucun pays on n'a eu une assemblée plus déterminée à se débarrasser de son gouvernement. »

Kinber parle de ce que les patriotes se proposaient de faire pendant l'hiver, lorsque la navigation serait close et que l'Angleterre ne pourrait envoyer des troupes au Canada avant plusieurs mois.

LOUIS ISAAC LAROCQUE, marchand de Rigaud, 26 ans, était à Saint-Charles le jour du combat, fut fait prisonnier avec Bonaventure Viger.

La note relative à M. Larocque est courte. Il n'y a pas de doute qu'il fut un patriote ardent. Il faisait d'excellentes affaires, était populaire et influent. Il est le père de notre concitoyen Hertel Larocque.

HENRI-ALPHONSE GAUVIN, de Montréal, médecin, l'un des chefs des Fils de la Liberté. Ayant appris le 17 novembre, qu'il devait être arrêté, il quitta la ville et se rendit chez M. Drolet, à Saint-Marc et de là à Saint-Charles ; fut l'un de ceux qui prirent possession du manoir de M. De-

barth, et le fortifièrent, et qui décidèrent de combattre les troupes. Il y avait au camp de Saint-Charles environ 1,500 patriotes dont deux cents avaient des fusils et deux canons ; l'un de ces canons était chargé de cinquante balles et l'autre d'un simple boulet.

Le Docteur Gauvin mourut peu de temps après son arrestation. Sa mère et ses deux sœurs qui devinrent plus tard Mesdames Brault et Ostell, se distinguèrent par le dévouement et la charité qu'elles déployèrent pour soulager les infortunés prisonniers de 1837 et 1838.

SIMEON MARCHESSEAU, de Saint-Charles, huissier de la Cour du Banc du Roi, un agitateur intelligent et actif. Proposa ou seconda plusieurs des résolutions adoptées à l'assemblée de Saint-Charles; protesta, à la porte de l'église, contre le mandement de Mgr Lartigue et invita les habitants à continuer de s'agiter; prit part à la bataille de Saint-Charles en qualité d'officier.

Marchesseau prit le commandement des patriotes après le départ étrange de Brown et se conduisit bravement. Lorsqu'il constata que la résistance devenait inutile, il s'échappa en lançant son cheval à travers les soldats et reçut une balle qui se logea dans une liasse de papiers

qu'il avait dans sa poche d'habit. Il fut l'un des exilés des Bermudes et, à son retour au Canada, il exerça les fonctions d'huissier à Saint-Hyacinthe.

LOUIS-HENRY SCOTT, de Saint-Eustache, marchand, membre de l'Assemblée législative. L'un des agitateurs les plus actifs dans sa paroisse et dans tout le comté. L'un des organisateurs de l'assemblée du mois de juin. Invita Papineau à y assister, le reçut chez lui et garnit sa maison de drapeaux révolutionnaires ; invita les habitants à se révolter ; fut élu colonel et magistrat par le peuple ; sa maison était le rendez-vous de tous les insurgés.

LOUIS-MICHEL VIGER, avocat, président de la banque du Peuple et membre de la Chambre, assista à l'assemblée de Saint-Charles et y prit la parole.

On l'appelait le beau Viger.

WM. WHITLOCK, de Vaudreuil, 59 ans, marchand, a exprimé et publié des écrits séditeux dans lesquels on lit ce qui suit :

« Lorsque les esprits seront éclairés, lorsqu'un gouvernement impérial ne dira plus aux représentants du peuple : « Je

vais m'emparer de votre argent et en disposer à mon gré » et lorsque les institutions américaines qui font l'admiration du monde entier seront implantées ici, quel heureux pays sera le Canada ! »

JAMES WATTS, de Saint-Benoît, marchand, cousin de Scott, présent à l'assemblée qui nomma le docteur Masson et J.-B. Dumouchel juges et amiables compositeurs. Girod passait généralement ses soirées chez lui; prit part à la procession organisée en l'honneur de Papineau lorsque celui-ci fit son entrée triomphale dans le village de Saint-Eustache, afin d'assister à l'assemblée du mois de juin.

M. Watts, à Saint-Benoît, comme M. Scott, à Saint-Eustache, jouissait de l'estime et de la sympathie des Canadiens-français, et fut du nombre de nos concitoyens d'origine anglo-saxonne qui, en 1837, épousèrent la cause des patriotes et dénoncèrent les injustices dont ils étaient victimes.

FRANÇOIS TAVERNIER, de Montréal, gentilhomme, chef d'une des divisions des Fils de la Liberté, partisan zélé et actif de la cause des patriotes.

M. Tavernier était un citoyen influent et estimé de Montréal. Je serais heureux d'avoir des

renseignements sur la famille de ce patriote. Je crois qu'il a passé la plus grande partie de sa vie aux États-Unis.

ANDRÉ-B. PAPINEAU, notaire, de Saint-Hyacinthe, 43 ans, 4 enfants. Incita les gens à aller à Saint-Denis, y alla lui-même et prit part au combat et de là se joignit aux insurgés pour combattre les troupes royales.

TOUSSAINT PELTIER, de Montréal, avocat, partisan dévoué de Papineau, assista et prit la parole à l'assemblée du comté de Laprairie tenue à Saint-Constant. Exhorta les habitants à résister au gouvernement et approuva la résolution préparée par Lériger dit Laplante, et qui disait que lorsque les habitants de ce comté prendraient les armes, ce ne serait pas pour conserver aux Anglais un pouce de terre dans l'Amérique du Nord. »

MM. Peltier et Cherrier furent les deux principaux orateurs à cette assemblée. Ils étaient les deux avocats les plus estimés de Montréal, reconnus pour leur honnêteté proverbiale, pour leurs vertus publiques et privées. J'ai bien connu M. Cherrier, qui mourut âgé, entouré du respect de la population. J'ai rendu justice à ses qualités de cœur et d'esprit dans une biographie publiée d'abord dans l'« Opinion Publique » et ensuite dans mon premier livre intitulé « Biographies et Portraits. »

ROBERT McMAHON, venu d'Irlande, il y a six ans, se rendit d'abord aux États-Unis où ayant appris qu'il y avait une rébellion au Canada, il alla à Swanton où le docteur Côté le décida à se joindre aux insurgés ; il promit de lui donner \$12 par mois et 200 acres de terre si l'insurrection réussissait ; il lui donna un fusil et une baïonnette de fabrication américaine. Le 6 décembre, McMahon partit pour le Canada avec des insurgés sous le commandement de Malhiot, Bouchette et Gagnon. Après la défaite des insurgés par les volontaires de Missisquoi, il retourna à Swanton et rendit compte de ce qui s'était passé au docteur Côté qui lui conseilla de retourner au Canada et de se rendre au camp des rebelles aux Deux-Montagnes. Il partit avec six camarades, mais à peine avaient-ils franchi la frontière qu'ils furent faits prisonniers, à l'exception d'un seul qui ayant voulu s'échapper fut tué par les volontaires.

ANDRÉ-B. PAPINEAU, de Saint-Martin, 26 ans, membre de la Chambre, cousin de Louis-Joseph Papineau, exhorta le peuple à se révolter, alla à Saint-Benoît, à Sainte-Scholastique et à Saint-Eustache où il rencontra Girod, Girouard, Dumouchel et les autres chefs des insurgés. Après

la bataille de Saint-Eustache, il réussit à s'échapper, mais il fut arrêté avec le curé Chartier, quelques jours après.

BONAVENTURE VIGER, de Boucherville, 31 ans, présent à l'assemblée de Saint-Charles, prit part à l'attaque de la cavalerie qui escortait Davignon et Duchesnay faits prisonniers à Chambly, et se rendit à Saint-Charles où il combattit sous Brown.

Ces notes sont trop incomplètes pour donner une juste idée du rôle important joué par Bonaventure Viger qui est resté l'un des héros légendaires de 1837. Intelligent, actif, brave, d'un esprit vif et original, il fut l'un des chefs patriotes les plus populaires de 1837. J'ai parlé de lui longuement dans mon histoire de 1837. Il fut l'un des exilés des Bermudes et, à son retour, il se rangea, se maria et devint même conservateur. Je l'ai connu lorsqu'il venait à Montréal vendre des fromages qui avaient une grande réputation et que les Anglais eux-mêmes achetaient et dégustaient sans crainte et sans scrupule.

WOLFRED NELSON, médecin à Saint-Denis, présida l'assemblée de Saint-Charles qu'il avait convoquée, invita Papineau à y assister et prit la parole ; réussit à convaincre les habitants de la rivière Chambly qu'ils devaient prendre les armes ; commanda les insurgés à Saint-Denis et s'en-

ferma dans la maison de Mme Saint-Germain d'où il dirigea les opérations, repoussa les troupes royales ; encouragea la résistance à Saint-Charles, essaya une seconde fois de rallier les insurgés à Saint-Denis pour combattre les troupes, mais n'ayant pu réussir, se décida à fuir aux États-Unis, fut arrêté à une petite distance de la frontière.

Le docteur Nelson fut exilé aux Bermudes et, à son retour, exerça avec succès la profession de médecin, à Montréal, à l'endroit occupé maintenant par l'établissement de *La Presse*. J'allai un jour, lorsque j'avais huit ou neuf ans, à son bureau avec mon père, qui voulait le consulter. Il me parut bien grand, et de fait il avait plus de six pieds ; mais je le trouvai très sympathique et d'une politesse exquise. Il devint l'ennemi de Papineau et le grand ami de Cartier, qui soutint sa candidature à la mairie contre son beau-frère, Raymond Fabre. Cartier n'a jamais aimé la famille Fabre ; son testament en fournit la preuve regrettable, scandaleuse même.

Mille patriotes environ furent arrêtés et emprisonnés en 1837 et 1838, dont 98 furent condamnés à mort, 12 exécutés, 58 exilés en Australie, 8 exilés aux Bermudes et les autres libérés ou amnistiés.

Dans la liste des prisonniers on trouve les noms de 65 à 68 Anglais, Écossais ou Irlandais. Comme on le sait, la minorité an-

glo-saxonne était convenablement représentée. Le fait est qu'on peut se demander si, sans les exhortations et l'influence des deux Nelson, de Brown et de O'Callaghan, les Canadiens-Français auraient pris les armes en 1837, en 1838 spécialement. En tout cas, ces hommes ont été les plus violents instigateurs de la lutte à main armée.

On remarquera que la sévérité du gouvernement s'exerça surtout contre les chefs et les partisans de l'insurrection de 1838.

Il faut avouer que les patriotes réfugiés aux États-Unis qui envahirent le Canada, sous la conduite de Robert Nelson, avaient pour but de renverser le gouvernement et de conquérir l'indépendance du Canada, et c'est la raison pour laquelle ils furent accusés de haute trahison, pendant que les patriotes de 1837 furent en général arrêtés pour avoir pris part à des menées séditionnelles.

C'est dans la région au sud du Saint-Laurent que le mouvement insurrectionnel fut plus violent, plus général, en 1838 spécialement. Après le désastre de Saint-Eustache, les patriotes des Deux-Montagnes et de Terrebonne restèrent relativement tranquilles.

Les paroisses qui fournirent le plus grand nombre de prisonniers furent Châteauguay, Beauharnois, Saint-Philippe, Saint-Valentin, Saint-Édouard, Lacolle et Saint-Constant.

Il n'y a pas de doute que les patriotes de 1837-1838 furent imprudents lorsque, quittant le terrain constitutionnel, ils entreprirent d'obtenir par la force le respect de leurs droits politiques. On se demande comment, n'ayant ni armes, ni argent, ni aucune expérience militaire, ils pouvaient espérer lutter avec succès contre les troupes anglaises. Mais s'ils furent imprudents, téméraires même, ils ne furent pas moins courageux, héroïques, et ils ne sont pas moins dignes de notre reconnaissance, car ils ont fait respecter un peuple si brave et si jaloux de ses droits.



UNE LETTRE DE L.-H. LAFONTAINE .

Dans le mois de décembre 1837, M. Lafontaine, effrayé des résultats de la politique énergique qu'il avait poursuivie avec Papineau contre le gouvernement, et ayant raison de croire inutile tout effort fait dans le but d'apaiser les patriotes, crut devoir quitter le pays et passer quelque temps en France. A son retour, dans le mois de juin 1838, il écrivit de New-York à M. Daly, secrétaire du Conseil exécutif, la lettre suivante :

Monsieur,

En lisant, ce matin, les journaux du Canada, j'ai appris la formation du Conseil Exécutif du Gouverneur en chef. Comme vous êtes le seul membre de ce corps, que je connaisse, je prends la liberté de vous adresser, en cette qualité, la communication suivante.

En décembre dernier, par suite des troubles du Bas-Canada, j'ai pris, d'après l'avis de plusieurs amis, la détermination de partir pour Londres. Ce voyage n'avait pour objet que la situation politique de mon pays. Lors de mon

séjour en Europe, j'ai été informé que, depuis mon départ, un mandat d'arrestation avait été émis contre moi, pour haute trahison probablement, suivant la formule ordinaire. Peut-être cette information est-elle inexacte ; cependant je me crois justifiable d'y ajouter foi et d'agir en conséquence.

Ce n'est que mercredi dernier que je suis arrivé en cette ville, venant directement de l'Europe. Je pensais pouvoir partir aujourd'hui pour Montréal où est mon domicile. Des circonstances que je n'ai pas pu maîtriser retarderont probablement encore mon départ de deux ou trois jours.

Quelle que puisse être mon opinion sur la ligne de conduite administrative qu'adoptera sans doute Son Excellence le Gouverneur en chef, et quoique cette opinion fasse naître chez moi, entre autres choses, l'espérance d'une amnistie, je vous prie néanmoins d'informer Son Excellence que cet espoir n'est pour rien dans les motifs de mon retour dans ma patrie, et que, le cas supposé arrivant, je n'entends nullement en profiter. Si quelque accusation plane sur moi, je suis prêt à subir mon procès, devant n'importe quel tribunal compétent. Loin de fuir le cours ordinaire de la justice, j'en réclame au contraire, et avec plaisir, l'application la plus étendue, quel qu'en puisse être le résultat.

Je ne répudie aucune de mes actions ou opinions politiques, soit en Parlement ou ailleurs.

La suspension de l'*habeas corpus*, décrétée sous l'administration temporaire de Sir John Colborne, me justifierait de retarder mon départ pour le Canada jusqu'au moment des sessions

des tribunaux. Cependant, je n'hésite pas à y retourner immédiatement.

Il est vrai que si cette accusation dont je n'ignore pas le principal motif, n'a point de suite, je serai peut-être privé de l'exercice contre ses auteurs d'un *recours* légal appuyé sur la morale et la justice, tant qu'une ordonnance qu'ici je dois m'abstenir de qualifier sous son vrai nom, n'aura pas été révoquée. En cela, je serai forcé de partager le sort de plusieurs de mes concitoyens.

Je vous prie donc, en votre qualité de Conseiller Exécutif, de soumettre au Gouverneur en chef la présente réclamation, en assurant Son Excellence de mon profond respect et de mes souhaits sincères pour le succès de son importante mission.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble serviteur,

L.-H. LAFONTAINE.

J'ai déjà exprimé l'opinion que Papineau et LaFontaine auraient dû rester au milieu des patriotes qu'ils avaient contribué à soulever, afin de les conseiller, de les protéger et au besoin de partager leur sort.



UNE LETTRE DE SIR G.-É. CARTIER

Afin d'échapper aux mandats d'arrestation émis contre les chefs patriotes, sir Georges-Étienne Cartier, après le combat de St-Denis, s'était enfui aux États-Unis d'où il était revenu au pays, grâce à la proclamation d'amnistie de lord Durham.

Mais lorsque, dans l'automne de 1838, Robert Nelson entreprit de soulever de nouveau les Canadiens contre le joug anglais, Cartier, craignant d'être appréhendé, comme tant d'autres, crut devoir adresser au Secrétaire Goldie la lettre suivante :

Monsieur,

Vous me pardonnerez en ce moment de prendre la liberté de vous écrire. Je m'adresse à vous en votre qualité de Secrétaire Civil pour vous faire connaître que j'étais un des proscrits mentionnés dans une ordonnance du 28 juin dernier passée et adoptée sous l'administration du Comte de Durham et du Conseil Spécial d'alors ; et qu'en conséquence et sur la foi de la proclamation du Comte de Durham, émise au commencement d'octobre dernier, qui met-

tait fin à mon exil, je suis revenu en cette province pour y reprendre mes occupations, fermement déterminé de ne prendre part à aucun mouvement politique et de tenir la conduite la plus paisible et la plus irréprochable. Il est peut-être bon pour moi de mentionner ici qu'une copie de la dernière proclamation du Comte de Durham m'a été officiellement envoyée, accompagnée d'une lettre que je puis montrer au besoin. Cette circonstance a contribué à hâter mon retour en ce pays où je suis depuis le douze du mois d'octobre dernier, et à me convaincre qu'en m'éloignant de toute affaire et de tout trouble politique et en me conduisant paisiblement, j'y vivrais dans une sécurité parfaite sous la protection de la loi. Depuis mon retour jusqu'aujourd'hui, j'ai demeuré à Montréal pour donner aux autorités l'occasion d'avoir les yeux sur moi. Je ne me suis absenté de cette ville que pendant deux jours, pour le quinze ou le dix-sept d'octobre dernier, pour aller voir ma famille qui demeure à la campagne et que je n'avais pas vue depuis un an.

Malgré ma conduite paisible et la réserve qui a accompagné mes actes et mes paroles, depuis mon arrivée comme durant mon exil, je dois vous dire que de ce temps-ci

je suis loin de vivre sans inquiétude. Les nombreuses arrestations qui ont eu lieu et le langage de quelques personnes m'entre-tiennent dans des appréhensions continuelles d'être arrêté, ce qui m'empêche de vaquer librement à mes affaires. J'aimerais, s'il m'est possible, parer à toute molestation imméritée. Je dois vous déclarer, sur mon honneur et sur ma conscience, que je ne suis lié en rien aux troubles récents et qu'il n'est personne qui les désapprouve et les déplore plus que moi. Je vous le réitère, ma détermination est bien formée de me conduire de la manière la plus paisible et la plus irréprochable. Maintenant, vous m'obligerez infiniment en donnant communication de la présente à Son Excellence Sir John Colborne, et en me faisant connaître s'il y a danger pour moi d'être troublé dans ma liberté individuelle.

J'ai la plus grande espérance que Son Excellence Sir John Colborne, appréciant la situation délicate où je me trouve, me fera la justice de donner au contenu de la présente toute l'attention possible.

J'ai l'honneur d'être,

Votre très humble et dévoué serviteur,

Georges-Ét. CARTIER.

Thomas L. Goldie, Esquire,

C. S. Montréal.

La crainte d'être arrêté n'a-t-elle pas poussé Cartier à faire des déclarations un peu exagérées de soumission et de loyalisme et, surtout, à condamner en termes trop sévères l'insurrection de 1838, au moment où les pauvres patriotes écrasés étaient menacés de la prison et de l'échafaud ? N'aurait-il pas pu dégager sa responsabilité d'une façon moins dangereuse pour ses compatriotes ?

Le fait est que plusieurs chefs patriotes paraissent avoir trop oublié que les insurrections de 1837 et 1838 étaient plus ou moins le résultat de leurs discours et de leur conduite, et qu'ils n'ont pas déployé, pour les sauver, l'énergie qu'ils avaient mise à les soulever.



DOCUMENTS RELATIFS AUX ÉVÉNEMENTS DE 1837-38

L'un de ces documents, relatifs à l'emprisonnement de M. Blanchette, le patriotique curé de St-Charles, est une lettre qui me fut adressée par une personne digne de respect et de confiance. L'autre est un *protêt* contre la fameuse Cour Martiale de 1838 par M. H. Lanctôt. M. Lanctôt était notaire à La-prairie, en 1837 ; il prit une part active au soulèvement et fut emprisonné. C'est dans la prison qu'il rédigea ce document intéressant.

Voici d'abord la lettre concernant l'arrestation de M. le curé Branchette :

M. le curé Blanchette, qui est devenu évêque dans l'Orégon, était en 1837 curé de la paroisse de Saint-Charles, sur la rivière Richelieu. La Rébellion ayant éclaté, M. Blanchette avait fait son possible pour apaiser ses paroissiens qui étaient en pleine révolte. Au moment où les rebelles allaient engager la bataille avec les troupes anglaises, M. Blanchette se rendit à leur camp, fit mettre ses paroissiens à genoux, et fit avec eux des prières pour les préparer à la mort.

Sir John Colborne fit conduire M. le curé Blanchette à la prison de Montréal, comme coupable de haute trahison.

Il y avait avec lui dans la prison le docteur Masson, accusé du même crime et qui fut condamné à être pendu.

Il y avait aussi dans la même prison le curé de Sainte-Rose, M. Magloire Turcotte, également accusé de haute trahison.

Le prison était encombrée : on jugea à propos de transporter un certain nombre de prisonniers dans un autre endroit.

Ces prisonniers ainsi transportés étaient enchaînés trois par trois.

Le docteur Masson était attaché à M. le curé Blanchette à sa droite et au curé Turcotte, à sa gauche.

Le docteur Masson, avec sa gaîté ordinaire, s'adresse à ses compagnons de chaîne, et leur dit : « Notre Seigneur a été crucifié entre deux voleurs, et voilà que je vais être pendu entre deux curés.

PROTÊT DE M. HIPPOLYTE LANCTOT

Considérant que l'institution de la Cour Martiale est contraire à l'esprit et à la lettre de la Constitution et des lois en vigueur dans le pays ;

Considérant aussi que nous ne trouvons pas dans les statuts ni dans les actes passés par le Parlement provincial aucune loi qui peut justifier une telle procédure ;

Considérant que c'est le droit et le privi-

lège de tout Sujet Britannique d'être jugé par ses pairs, droit sanctionné par la loi écrite, confirmé par les lois communes et garanti par la Constitution.

Considérant que le Conseil Spécial a cru pouvoir sanctionner une telle procédure en prenant pour précédent l'Acte de 1798 pour l'Irlande, quoiqu'il soit spécifié cependant dans le dit acte que la loi martiale ne sera en force que contre des personnes prises, les armes à la main, en flagrant délit, et jugées de suite et sur les lieux ;

Considérant que par ce même acte il est expressément ordonné qu'après qu'une personne sera confinée dans toute prison quelconque, elle ne sera plus assujettie à la loi martiale mais à ses juges naturels ;

Considérant que dans les siècles éclairés et dans les temps de civilisation dans lesquels nous vivons, la force de la loi et de la morale est toujours au-dessus de la force physique ;

Pour ces raisons, moi, Hippolyte Lanctôt, crois devoir à mes concitoyens et à mon pays de protester, et je proteste solennellement contre la manière illégale dont je suis traité.

Mettant ma confiance et mes espérances dans la justice de Dieu, dans l'honneur et l'équité de la Grande-Bretagne, dans l'opi-

nion publique du monde civilisé, je déclare m'abstenir de prendre part dans ces procédures.

H. LANCTOT.

Prison de Montréal, Février 1839.

M. Lanctôt fut condamné à être pendu, mais sa sentence fut commuée et il fut l'un des 58 patriotes condamnés à l'exil. Plusieurs enfants et petits-enfants sont fiers de porter son nom.

Lors de l'enquête qui eut lieu pour établir qui avait droit à la récompense promise pour l'arrestation de Girod qui, avant le combat de Saint-Eustache, avait abandonné les patriotes et s'était enfui, un nommé Joseph Gervais donna le témoignage qui suit :

Joseph Gervais, locataire, de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, après serment prêté sur les Saints Évangiles, dépose et dit — que lundi le dix-huit du mois de décembre courant, entre les neuf et dix heures du matin, lui, ledit Déposant, s'en allait en bas du village de la Pointe-aux-Trembles, suivant la route du bord de l'eau, et se trouvait à peu près à une lieue en bas dudit village de la Pointe-aux-Trembles, lorsqu'il rencontra Amury Girod qui s'en allait aussi du côté d'en bas. Ledit Girod demanda

alors au Déposant, le chemin qu'il fallait prendre pour aller chez le Capitaine Laflamme à la Rivière-des-Prairies, qu'il était un bailli et qu'il allait arrêter le capitaine Laflamme. Alors ledit Déposant enseigna la route de la Rivière-des-Prairies audit Girod et le laissa pour entrer dans une maison où il avait affaire. Ledit Déposant, en s'en revenant chez lui, rencontra le Capitaine Clark accompagné de plusieurs hommes armés. Le Capitaine Clark était à cheval et fit demander en français audit Déposant s'il n'avait pas lui, ledit Déposant, rencontré un homme sur la route. Ledit Déposant répondit : « Oui, j'ai rencontré et passé à côté d'un homme qui m'a demandé la route pour aller à la Rivière-des-Prairies ». Alors M. Clark fit embarquer ledit Déposant dans une traîne, et lui-même monta sur son cheval et dit audit Déposant : « Tâchez de nous montrer par où il est passé et je vous donnerai vingt-cinq louis. » M. Clark était accompagné de trois de ses hommes qui le suivaient et a pris un fusil dans sa main, étant sur son cheval. Après être monté dans la route de la Rivière-des-Prairies, nous arrê tâmes chez un nommé Saint-Amour, à la Rivière-des-Prairies. M. Clark était toujours sur son cheval. Alors nous avons vu partir une voiture de chez le voisin. M. Clark est parti après la voiture et nous le suivions. Ledit Déposant vit alors sauter dans la traîne qui se trouvait devant M. Clark le même homme qu'il avait rencontré auparavant. M. Clark a toujours suivi la voiture et nous autres après lui, et nous avons suivi la voiture jusque chez un nommé Antoine Millard, et là nous avons rejoint l'homme à la voiture. Alors M. Clark

lui a fait demander où il avait débarqué l'homme qu'il avait auparavant dans sa voiture. Cet homme répondit qu'il l'avait débarqué chez un nommé Bleau, le voisin d'où il était alors. Nous sommes alors partis pour aller chez le voisin et M. Clark étant sur son cheval nous accompagnait. Arrivé chez le voisin, ledit Déposant a alors vu Girod qui était baissé près des palissades du jardin. Lorsque Girod a vu ledit Déposant, il a fait un bond. Il avait un pistolet à la main. Le Déposant a alors eu peur et s'en est retourné avec vivacité. M. Clark s'est alors avancé, à cheval, près de Girod, et il pouvait être à environ vingt pas de Girod, lorsque Girod s'est tiré son pistolet à la tête. M. Clark parla alors en anglais, et le Déposant ne peut dire ce qu'il a dit; le Déposant s'en alla alors pour aller chercher les autres en cas qu'il vint à échapper à M. Clark. — En retournant, ledit Déposant a aperçu ledit Girod mort. — Le Déposant est positif à dire que M. Clark était le plus près de Girod lorsque celui-ci s'est tué — et ne dit rien de plus — et a déclaré ne savoir signer.

Huit mots rayés nuls.

Assermenté devant moi

D. MACDONALD, J.P.

Montréal, ce 27 décembre 1837.



L'ASSEMBLÉE DE SAINT-LAURENT

Dans l'élection qui eut lieu en 1883 dans le comté de Jacques-Cartier, les deux candidats étaient M. Mousseau, premier ministre de la province, et M. Descarries dont la candidature était soutenue par les libéraux et les conservateurs dissidents, vulgairement appelés les Castors.

Je retrouve dans mes vieux papiers le récit succinct que je fis de ce qui se passa à cette assemblée mémorable. Je crois devoir le publier.

Rarement une assemblée politique fut plus intéressante, plus importante par le nombre et la qualité. On était venu de tous côtés, du nord et du sud, de l'orient et de l'occident. Toutes les classes y étaient représentées; on y voyait quarante députés, plusieurs ministres, des avocats, des médecins, des notaires et des marchands, par centaines. Six ou sept mille personnes! Grand tumulte en commençant. La foule était remuante, agitée, impatiente. Elle avait hâte de voir aux prises Chapleau et Mercier; elle s'attendait à une lutte émouvante et elle ne fut pas déçue.

Chapleau, qui n'avait pas parlé depuis un an, était frais et dispos. Mercier, afin de ne pas manquer au rendez-vous, était sorti du lit avec des cataplasmes sur les reins. Il était pâle, souffrant et paraissait incapable de faire une lutte qui promettait d'être ardue, acharnée.

Il fut facile de voir, dès le commencement que c'était à qui des deux s'emparerait de l'assemblée. Lutte intéressante ! La levée des mains prouva qu'ils avaient besoin de s'entendre. Ils s'entendirent en se nommant tous deux présidents de l'assemblée.

Chapleau, appelé à grands cris, prend la parole. C'est toujours Chapleau : bien mis, élégant, sympathique et distingué de figure et de manières, la voix musicale, spirituel, sarcastique, tour à tour insinuant et véhément, désordonné par fois, courant un peu au hasard, mais toujours intéressant, lançant à droite et à gauche des traits mortels, cherchant à éblouir son auditoire et à l'émouvoir, invoquant tous les dieux et les saints du paradis et vouant à l'enfer les Castors. Il fut éloquent.

Mercier le suivit. Moins orateur de naissance que Chapleau, moins brillant et moins entraînant, mais devenu très fort par l'étude, le travail, mieux renseigné, plus vigoureux, plus convaincant, plus

clair et plus précis, il répondait aux charges impétueuses de Chapleau, par des démonstrations, des faits, des votes, par des raisonnements d'une logique invincible. Il parla chiffres de façon à se faire comprendre ou à faire croire à la foule qu'elle le comprenait.

Il est plus facile, bien entendu, d'attaquer et d'accuser que de se défendre, surtout dans un moment où le peuple est disposé à tout croire. Mais les libéraux ont raison d'être fiers de l'éloquence de leur chef et du succès qu'il a remporté en cette circonstance. Son discours était un modèle de clarté, de logique, d'argumentation.

M. Mousseau lui succéda et prononça avec talent, en faveur de son gouvernement, un plaidoyer plus fait pour la Chambre que pour une foule remuante et fatiguée. Son discours, pour être apprécié, a besoin d'être étudié, car il est rempli de chiffres froids comme le marbre. M. Mousseau s'exprime bien et ses raisonnements ne manquent pas de vigueur ; ses démonstrations sont claires et ses aperçus ont de la hauteur.

M. Descarries parla après M. Mousseau. C'est M. Bellerose qui aurait dû prendre le temps qui restait. Les Castors ne se sont pas défendus, à cette assemblée, et pourtant c'est sur eux qu'on avait tiré tout le

temps. C'est une erreur. D'un autre côté, il était difficile que le candidat ne parlât pas. M. Descarries parle bien, mais ce n'était pas de la harpe que la foule voulait entendre jouer ce jour-là ; il lui fallait de la grosse musique, de la trompette, du cornet à piston ou du trombone.

M. Beaubien parla, il est vrai, mais seulement quinze minutes dont il ne sut pas profiter. Il aurait dû répondre à quelques-unes des éloquentes diatribes de Chapleau contre les Castors. Il fallait dire pourquoi on voyait réunis sur un husting des hommes comme MM. Trudel et Laflamme, Belle-rose et Mercier. Les Castors sont partis avec les flèches empoisonnées que Chapleau leur avait lancées dans les flancs.

M. Bergeron, le jeune et vigoureux député de Beauharnois, prit la parole après M. Descarries. La position était difficile, car la foule n'écoutait plus que d'une oreille. Il se tira bien d'affaire cependant ; il s'exprime avec beaucoup de facilité et de verve.

M. Beaubien ayant parlé quinze minutes, M. Chapleau, qui avait la réplique, en profita pour maltraiter de nouveau les Castors.

Le résultat certain de l'assemblée est la conviction que Chapleau et Mercier sont deux grands orateurs, mais que, cette fois, Mercier eut les honneurs de la journée.



DEUX LETTRES DE LAURIER

J'ai affirmé plus d'une fois que, dans les dernières années de sa vie, Laurier avait exprimé le désir de sortir de la politique active afin de jouir d'un repos bien mérité. En 1909, il semblait prévoir les événements qui devaient lui causer tant d'ennuis, lorsqu'il écrivait à un ami la lettre suivante :

3 janvier 1909.

Mon cher ami,

Je viens de recevoir ta lettre avec tes bons souhaits. Ma femme m'avait déjà fait part de tous ceux que tu lui avais transmis pour moi par le téléphone. Je ne saurais trop en recevoir, cette année, car je crois que je vois en avoir grand besoin. La victoire que j'ai remportée est pleine de responsabilité. J'ai pleine confiance dans le résultat final, mais, avant d'arriver à ce résultat, il y aura de mauvais quarts-d'heure à passer.

Le principal, c'est que ma santé est bonne, excellente même, mais je n'ai plus la même ardeur à la besogne. Il me semble

que le repos, le repos absolu, serait le parfait bonheur. Il ne peut pas nous rester beaucoup d'années à vivre maintenant, et combien je jouirais d'être sorti, pour ce qu'il m'en reste, de l'ardente fournaise où je suis depuis vingt ans et spécialement depuis douze ans.

J'en ai parlé avec quelques-uns de mes collègues, mais ils protestent avec tant d'instance, contre la seule mention de cette intention, que je n'ai pas encore eu le courage de dire : il le faut...

Je t'envoie, de mon côté, tous mes meilleurs vœux.

Bien à toi,

W. L.

* * *

Le 2 janvier 1910, il écrivait :

Mon cher ami,

C'est bien vrai que nous voici à l'année 1910. Qui m'aurait dit, il y a trente ans, que j'arriverais à 1910, m'eût bien étonné et ne m'aurait pas du tout convaincu. J'y suis, et qui plus est, en excellente santé.

Combien, malgré cette belle santé, j'aspire au repos. C'est là la seule chose qui me fasse souvenir que je ne suis plus jeune. Je

n'ai plus de goût à la lutte, et ce que je fais, je le fais simplement par devoir.

Tous les matins je me lève avec la pensée que je vais en finir, et me retirer ; et tous les matins, je reprends le harnais, j'entre dans les mille choses qui me réclament et j'oublie ma résolution.

Bien à toi,

W. L.



LA FÉDÉRATION IMPÉRIALE

En 1888, on parlait beaucoup de fédération impériale et l'on discutait les opinions exprimées par des hommes éminents en faveur de ce projet. Un jour, dans un caucus du parti libéral, à Québec, Mercier, alors premier ministre, nous suggérait de nous efforcer de rendre les débats de la Chambre plus attrayants en soulevant des questions intéressantes. Je lui demandai ce qu'il pensait d'une résolution ayant pour but de dénoncer les dangers de la fédération impériale et de forcer l'Opposition à se prononcer sur cette question. « C'est une excellente idée, me dit Mercier ; prépare ta motion, nous allons avoir une discussion intéressante et embarrasser sérieusement nos amis conservateurs. »

Je rédigeai la résolution et la lui fis lire ; il en fut satisfait, mais il me dit qu'afin d'empêcher l'Opposition de proposer un amendement, et de la forcer à voter, il se lèverait à la fin de mon discours, et poserait la question préalable. C'est ce qu'il

fit au grand désappointement des conservateurs. M. Taillon se fâcha, reprocha à Mercier d'avoir recours à un expédient qui empêchait l'Opposition de proposer un amendement à la motion, et déclara que si la question préalable n'était pas retirée, les membres de l'Opposition quitteraient la Chambre. En effet, Mercier ayant refusé de retirer sa question, M. Taillon et ses amis s'en allèrent au milieu des rires et des applaudissements des députés libéraux, et naturellement la motion fut adoptée unanimement.

Cette épineuse question surgit de temps à autre, comme un spectre, et, à l'heure qu'il est, elle est en Angleterre comme au Canada un sujet de discussion et d'inquiétude.

De même qu'en 1888, je n'hésiterais pas à proposer une résolution déclarant que ce projet de fédération devrait être repoussé dans l'intérêt de l'Angleterre comme du Canada. Je crois devoir résumer, sous forme de propositions ou de questions, les objections que l'on peut y opposer.

1^o Comment le grand Conseil au congrès fédéral pourrait-il concilier les intérêts de l'Angleterre avec ceux de ses colonies, et comment pourrait-il concilier les intérêts de ses possessions africaines et asiatiques avec

ceux des autres parties de l'Empire, du Canada spécialement ?

2° Qu'y a-t-il de commun entre les noirs de l'Afrique, les jaunes de l'Asie et les habitants de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, du Canada ?

3° La fédération créerait une source de conflits funestes à la paix, à l'harmonie des différentes parties de l'Empire et causerait à l'Angleterre des embarras domestiques et internationaux.

4° Comment pourrait-elle favoriser les produits de ses colonies sans soulever une résistance violente, au sein de sa population, qui ne consentira jamais à l'augmentation du prix des céréales et des produits alimentaires ?

5° Comment pourrait-elle accorder un tantif de faveur à ses colonies sans violer ses traités avec les autres nations, sans mécontenter sérieusement les États-Unis ?

6° Les décisions du Conseil impérial susciteraient nécessairement des mécontentements et des conflits qui, au lieu de resserrer le lien colonial, finiraient par le briser, au grand désappointement des fauteurs de l'impérialisme.

7° Quel intérêt le Canada peut-il avoir à confier ses destinées commerciales et politiques à un Conseil où il serait nécessaire-

ment représenté par une infime minorité, à se voir imposer une politique qui l'empêcherait de contracter avec les États-Unis les traités les plus utiles à ses intérêts, à sa prospérité ?

8° Comment pourrait-il favoriser les intérêts européens, au détriment de ses relations commerciales et industrielles avec notre grand et riche voisin dont notre prospérité dépend en grande partie, et qui nous offre le plus riche marché du monde ?

9° La fédération impériale n'aurait-elle pas pour effet d'arracher plus ou moins le Canada de l'orbite américain où il doit se mouvoir et accomplir ses destinées, et ne mettrait-elle pas aux pieds de ce jeune géant des liens qui gêneraient sa marche dans la voie du progrès ?

10. Donc, à tous les points de vue, le Canada n'aurait rien à gagner et il aurait tout à perdre dans une fédération impériale ; mais cette fédération permettrait à un Conseil, où les hommes d'État anglais seraient en majorité, de mettre au service de l'Angleterre toutes les forces de l'Empire.

11° Nous pouvons maintenant refuser de participer à une guerre funeste à nos intérêts. Que deviendrait cette liberté ? Devons-nous la sacrifier au droit illusoire d'être consultés sur l'opportunité d'une

guerre qui ne nous intéresserait nullement ou sur les conditions d'un traité de paix ?

12° Les quelques représentants que le Canada aurait dans le Conseil pourraient-ils résister aux influences du milieu et oseraient-ils s'opposer à la volonté de la majorité, et, s'ils en avaient le courage, empêcheraient-ils cette majorité d'obliger le Canada, comme les autres possessions britanniques, à participer à une guerre jugée nécessaire aux intérêts de l'Empire ?

13° Quel serait le rôle de la province de Québec dans ce grand Conseil où elle serait peu ou point représentée, et quel intérêt peut-elle avoir à entrer dans cette galère, dans cette voie de complications, de disputes et de conflits ? N'en avons-nous pas assez ?

Tous ceux qui tiennent à conserver au Canada les institutions politiques que l'Angleterre nous a données et que nous aimons et respectons, auraient bien tort de les mettre en danger par des projets où notre loyalisme pourrait si souvent venir en conflit avec les intérêts les plus chers du Canada, où notre autonomie serait nécessairement amoindrie. Au lieu de perdre leur temps dans les rêveries impérialistes, le devoir de nos hommes d'État est de consacrer tous leurs efforts, toute leur intelligence au rétablissement de notre situation financière si com-

promise par nos sacrifices exagérés pour la guerre.

Plus que jamais notre politique doit être avant tout et par-dessus tout, nationale, vraiment canadienne.



LE PARTI LIBÉRAL ANGLAIS ET L'IRLANDE

(1920)

Il faut remonter jusqu'aux premiers temps de la monarchie constitutionnelle pour trouver le berceau des deux partis qui divisaient l'opinion publique en Angleterre et même au Canada avant la guerre.

Du côté du roi, de la suprématie de sa prérogative et de l'obéissance passive, on voit toujours les torys ou les conservateurs, et du côté de la liberté des droits du parlement et de la tolérance religieuse, le parti whig ou libéral.

Un fait surtout frappe celui qui lit l'histoire de l'Angleterre; c'est, lorsque le parti whig devient réellement le parti libéral, que les catholiques commencent à respirer et que l'Irlande voit diminuer le poids de ses chaînes.

Depuis George 1^{er} jusqu'à nos jours, dans l'espace de près d'un siècle, on voit les chefs du parti libéral, les Fox, les Burke, les

Grenville, les Grey et les Russell, lutter contre le fanatisme et les préjugés du parti tory en faveur du catholicisme et de l'Irlande. Et c'est précisément parce qu'ils étaient libéraux, c'est-à-dire en faveur de la liberté individuelle et des droits populaires, qu'ils se croyaient obligés par leurs principes de réclamer pour les catholiques les droits dont jouissaient les protestants. Plusieurs fois ils exposèrent l'avenir de leur parti en bravant les préjugés du peuple et en s'attirant la disgrâce des rois et du clergé d'Angleterre. Il serait trop long de rapporter les faits qui constatent la vérité de cet avancé, mais citons-en quelques-uns.

Longtemps avant la réunion de l'Irlande à l'Angleterre, Fox, l'un des chefs les plus illustres des whigs, le fondateur, on pourrait dire, du parti libéral en Angleterre, avait cherché à faire abolir quelques-unes des lois odieuses qui pesaient sur l'Irlande ; mais son éloquence n'avait pu triompher du fanatisme de la majorité.

Après l'union que Pitt avait réussi à faire accepter, en grande partie parce qu'il avait promis de faire d'importantes concessions aux catholiques, ce sont encore les whigs et les libéraux qui plaident la cause de la malheureuse Irlande.

Parmi les lois exécrables dont l'Irlande

demandait l'abolition, mentionnons surtout le serment du *test* qui ne permettait pas aux catholiques d'entrer dans le Parlement anglais sans faire un acte d'apostasie ou d'abjuration, et cet odieux acte de défranchissement qui excluait les catholiques de tout emploi public et leur refusait toute espèce de grades importants dans l'armée de terre ou de mer. Les Irlandais avaient bien le droit de verser leur sang pour la gloire de l'Angleterre, mais comme simples soldats seulement.

Ce sont ces lois odieuses que Fox, Grey, Grenville et les autres chefs libéraux cherchèrent à faire disparaître. La lutte fut longue et acharnée, car le parti tory ou conservateur considérait ces lois comme le boulevard de l'Église et du Trône. Pitt refusa d'accomplir les promesses qu'il avait faites à l'Irlande, et combattit les résolutions que Lord Grenville et Fox proposèrent en 1805 en faveur des catholiques.

Ce fut ensuite le ministère de Lord Grenville qui, le premier, entreprit d'émanciper les catholiques et de les faire entrer dans la possession de leurs droits de sujets anglais.

C'est en 1807 que Lord Howick proposa, au nom du ministère libéral dont il faisait partie, une résolution ayant pour but de permettre aux soldats catholiques le libre exer-

cice de leur religion. Cette proposition enflamma le fanatisme et fut accueillie par des cris de fureur ; elle tua le ministère Grenville et donna le pouvoir au parti tory.

Les chefs libéraux ne continuèrent pas moins la lutte ; à chaque session ils revinrent avec des requêtes et des résolutions en faveur de l'Irlande et des catholiques. Pendant quinze ans encore, ils exposèrent les griefs de l'Irlande, et demandèrent dans des discours qui remuèrent le monde entier, que justice lui fût rendue. O'Connell parut et porta les derniers coups à la citadelle du fanatisme.

L'opinion était tellement changée, que, pour ne pas tomber, le ministère conservateur du duc de Wellington, qui avait toujours repoussé les demandes des catholiques, accepta en 1828 le bill de Lord John Russell, l'un des chefs du parti libéral, lequel abolissait le serment du *test*, et faisait adopter lui-même, l'année suivante, le bill d'émancipation qui ouvrait enfin les portes du Parlement anglais aux catholiques. Afin d'apaiser le parti tory et protestant qui ne pouvait leur pardonner leur changement d'opinion, Peel et Wellington firent adopter par le Parlement des lois qui diminuaient considérablement les avantages que les catholiques avaient obtenus

par l'Acte d'émancipation. Ils perdirent complètement le mérite de ce qu'ils avaient fait, en convainquant les catholiques que la crainte seule de perdre le pouvoir les avait animés.

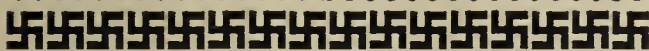
A partir de cette époque jusqu'à nos jours, le parti libéral continua de lutter en faveur de la liberté religieuse et politique. Sans doute, il n'a pas toujours satisfait complètement les catholiques, lorsqu'il a été au pouvoir, mais c'est grâce à lui que la cause de l'Irlande n'a cessé d'être agitée dans le Parlement anglais et de gagner du terrain.

C'est un ministère libéral, le ministère de lord Grey, qui, le premier, eut le courage d'aborder la question des dîmes et de mettre la main sur les privilèges odieux dont jouissait le clergé protestant.

Et c'est un ministère libéral, celui de Gladstone, qui a délivré l'Irlande des iniquités auxquelles elle était soumise depuis des siècles, en abolissant l'Église établie d'Irlande.

C'est encore un ministère libéral qui, avant la guerre, faisait adopter par le Parlement un bill accordant à l'Irlande la plupart des libertés qu'elle réclamait depuis si longtemps. Et c'est un premier ministre libéral, Lloyd George, qui, avec l'aide d'un

grand nombre de conservateurs, vient de faire adopter par les deux Chambres une loi qui serait saluée comme un triomphe par les Irlandais s'ils avaient comme autrefois des chefs sages et prudents, s'ils n'étaient pas dominés, égarés par des agitateurs qui veulent forcer l'Angleterre à consentir à l'indépendance complète de l'Irlande, à sa séparation du Royaume-Uni. Ils savent pourtant que l'Angleterre ne peut consentir à cette amputation sans décréter sa déchéance, et que conséquemment ils jettent leur malheureuse patrie dans les horreurs d'une guerre civile où elle sera nécessairement écrasée, quand ils pourraient obtenir par la diplomatie à peu près tout ce qu'ils veulent.



LA QUESTION IRLANDAISE

Quiconque lit l'histoire de l'Irlande ne peut s'empêcher de déplorer les injustices et les persécutions odieuses dont elle a été victime pendant des siècles, et de flétrir en même temps l'auteur de ses maux, l'Angleterre. Tout ce qu'on peut dire sur le caractère irlandais, sur les querelles intestines dont ce malheureux pays était le théâtre avant son annexion à l'Angleterre, ne peut justifier la politique exécrationnable du gouvernement anglais à son égard. Tout ce que l'imagination la plus cruelle peut inventer pour dépouiller un peuple de sa foi et de son caractère national, le réduire à l'impuissance, à la misère la plus abjecte, fut appliqué à l'Irlande.

Voici quelques-unes des lois abominables auxquelles les Irlandais furent soumis pendant plusieurs siècles :

Ils ne pouvaient remplir aucun emploi public ni être membres, soit du Parlement irlandais ou du Parlement anglais, sans

prêter un serment qui était un acte d'abjuration ;

Ils ne pouvaient être tuteurs de leurs enfants et la garde de celui qui se faisait protestant leur était enlevée ;

L'aîné de la famille qui renonçait à sa religion pour adopter la religion protestante, avait droit seul à l'héritage de son père ;

Ils étaient obligés d'envoyer leurs enfants aux écoles protestantes, et aucun maître d'école ne pouvait enseigner s'il était catholique ;

Les évêques catholiques et les prêtres, membres de communautés religieuses, étaient bannis sous peine d'être pendus ;

La délation la plus honteuse était encouragée et largement payée ; elle s'introduisait partout et livrait à la justice, au bureau parfois, des gens coupables de peccadilles, innocents souvent ;

Toutes les terres étaient possédées par des capitalistes et des lords vivant en Angleterre, et louées par eux aux Irlandais aux conditions les plus onéreuses, à tel point que si elles rapportaient plus que le prix du louage, ils avaient droit au surplus, et pouvaient chasser ces pauvres gens pour les raisons les plus futiles afin de s'emparer de tout ce qu'ils possédaient :

Tout Anglais pouvait s'emparer d'un cheval qui lui plaisait, en payant au propriétaire cinq livres ;

Il était défendu aux Irlandais de s'établir dans certaines villes et ils ne pouvaient prendre part à des pèlerinages, sous peine d'amende et du fouet ;

Il leur était défendu d'exporter le beurre, le bétail et la laine.

Ce n'est pas tout, mais c'est assez pour donner une idée des souffrances de l'Irlande, pour excuser les révoltes qui si souvent l'ensanglantèrent, mais qui n'eurent d'autre effet que d'empirer son sort infortuné. C'est aussi suffisant pour s'expliquer les sentiments de haine et de vengeance que les Irlandais se sont transmis de père en fils.

Mais l'acte d'émancipation catholique de 1829 a abrogé les lois tyranniques qui empêchaient les Irlandais catholiques de siéger dans le Parlement et les conseils municipaux, d'occuper des emplois publics, de faire instruire leurs enfants par des maîtres d'école catholiques, de jouir de presque tous les droits que possède un sujet britannique. Tous les abus ne sont pas disparus, mais Lloyd George est à la veille d'offrir à l'Irlande un bill d'autonomie qui lui permettra de se gouverner à sa guise, une autonomie plus complète que celle

dont tous les chefs irlandais, depuis cent ans, auraient été si heureux de se contenter. Malheureusement, ce n'est plus suffisant, l'Irlande ne veut rien moins que l'indépendance absolue, sa séparation de l'Angleterre, et elle s'est même constituée en république. Elle exige ce que Lloyd George lui-même, malgré ses vues libérales, ne peut accorder, car ce serait le démembrement, la déchéance de l'Angleterre.

Le gouvernement anglais est prêt à accorder à l'Irlande tous les pouvoirs de l'autonomie, excepté celui d'avoir une armée et une marine, qui seraient une menace permanente à l'Angleterre. Il ne veut pas que l'Irlande, en cas de guerre, serve de base navale aux ennemis de l'Angleterre.

Les Irlandais savent bien que Lloyd George ne peut pousser l'esprit de conciliation et le désir de satisfaire l'Irlande jusqu'au sacrifice des intérêts les plus sacrés de l'Angleterre. Ils doivent savoir que leur refus d'accepter ce qu'ils peuvent obtenir aura pour résultat une guerre civile qui couvrira l'Irlande de ruines et de sang, et la mettra plus que jamais à la merci de l'Angleterre. Comment alors peuvent-ils assumer une pareille responsabilité ?

La haine et la rancune sont mauvaises conseillères en politique et font souvent per-

dre à un peuple les droits et privilèges qu'il aurait pu obtenir sans avoir recours à la force. Les crimes commis par les fanatiques et les représailles sanglantes qu'ils ont produites, doivent effrayer les Irlandais sages et raisonnables sur les résultats d'une lutte à main armée et les induire à accepter les concessions du gouvernement anglais.

« Tout ou rien » est une politique dangereuse, criminelle souvent.

Si en 1837 on avait offert aux Canadiens un système de gouvernement semblable à celui que l'Irlande peut obtenir, il n'y aurait pas eu d'insurrection. Et malgré les craintes que l'Acte d'Union de 1840 leur inspirait, ils résolurent d'en tirer le meilleur parti possible ; ils ne le regrettèrent pas, car après une lutte admirable de quelques années, ils faisaient la conquête du gouvernement responsable.

Aussi, nous devrions conseiller aux Irlandais de suivre notre exemple, et malgré nos sympathies pour ceux qui en ce moment sacrifient leur vie pour la cause de l'Irlande, nous ne devrions pas aller jusqu'à les approuver de refuser le seul régime de liberté et d'indépendance qu'ils peuvent obtenir maintenant sans forcer l'Angleterre d'avoir recours à une répression sanglante.

En tout cas, sachant que l'Angleterre ne

consentira jamais à une séparation si pleine de dangers pour son prestige dans le monde et pour son autorité dans toutes les parties de son immense empire, pour sa sécurité même, nous ne voyons pas comment des sujets britanniques, des amis même de l'Irlande, peuvent l'encourager à poursuivre une politique si funeste à ses intérêts comme à ceux de l'Angleterre.

Les griefs que nous pouvons avoir contre les hommes d'État anglais d'autrefois et nos sympathies pour l'Irlande ne peuvent nous empêcher d'être justes envers l'Angleterre et de reconnaître qu'elle fait ce qu'elle peut pour satisfaire les aspirations du peuple irlandais.

Quant à nous, je me demande s'il serait sage, dans de pareilles conditions, de nous compromettre aux yeux de l'Angleterre et de nos concitoyens anglais, en prenant fait et cause pour l'Irlande, en leur faisant croire que nous sommes toujours du côté de leurs ennemis.

Après tout, les Irlandais ne se sont jamais gênés de séparer leur cause de la nôtre dans des circonstances où nous avons le droit de compter sur leur concours et leurs sympathies. Cela nous permet d'envisager froidement la situation et de demander que justice leur soit rendue, sans injustice pour

l'Angleterre. D'ailleurs pourquoi nous faire du mal lorsque nous ne pouvons leur faire aucun bien en les encourageant à persévérer dans une politique si désastreuse ?

Le meilleur moyen de leur être utile est de nous joindre à eux pour continuer à demander le « Home Rule » pour l'Irlande, mais non pas un « Home Rule » que l'Angleterre ne peut consentir à lui accorder.

Le sentiment qui n'est pas appuyé sur la justice ne peut produire rien de bon. L'Histoire constate que les meilleures causes ont été ruinées par les exigences injustes et les excès des démagogues. La cause de l'Irlande aura-t-elle le même sort ? Les journaux de France les plus sympathiques à l'Irlande la mettent en garde contre ces dangers et lui conseillent de chercher dans la conciliation ce qu'elle ne pourra obtenir par la force et la violence.

Naturellement, mon article sur la question irlandaise, ne plut pas aux partisans passionnés de la révolution qui afflige l'Irlande. Dans une assemblée, à Québec, un Monsieur Whitaker me reprocha d'être hostile à la cause de ses compatriotes.

Je crus devoir lui répondre en adressant au *Soleil* la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Un mot seulement pour relever quelques assertions mal fondées de M. Whitaker.

Il affirme que je veux empêcher mes compatriotes de sympathiser avec les Irlandais dans la lutte qu'ils ont entreprise contre l'Angleterre. Il oublie que je les ai encouragés à les aider à obtenir le Home Rule, mais un Home Rule que l'Angleterre veut et peut accorder sans consentir à son démembrement, à sa déchéance, sans mettre en danger son autorité dans toutes les parties de son empire, sans la forcer à opposer la violence à la violence.

A la vue de l'orgie de crimes, de meurtres, d'assassinats et de représailles épouvantables dont l'Irlande est le théâtre, je suis convaincu que les Irlandais raisonnables et leurs vrais amis devraient y mettre fin en acceptant, comme étape, ce qu'on offre à l'Irlande, en évitant une révolution qui couvrirait l'Irlande de ruines et de sang, qui empirerait son sort au lieu de l'améliorer, et lui enlèverait peut-être les libertés qu'elle a conquises et dont elle jouit maintenant.

M. Whitaker prétend que l'Irlande ne

peut accepter le Home Rule qui lui est offert parce que le gouvernement anglais se réserve la police, l'accise, les douanes, les postes, la nomination des juges et l'éducation. Mais c'est à peu près le Home Rule que possède la province de Québec dans la Confédération, où les mêmes réserves ont été faites en faveur du parlement fédéral, à l'exception de l'éducation, et encore je crois avoir raison de dire que le projet de Lloyd George n'enlève pas à l'Irlande tout contrôle sur l'éducation. D'ailleurs si, au lieu de repousser tout d'abord avec mépris ce projet, les Irlandais avaient consenti à le discuter, ils auraient probablement obtenu davantage. Mais tel qu'il est il vaut mieux l'accepter que de courir le risque de ne rien avoir, après avoir subi les horreurs d'une révolution accompagnée d'une guerre civile.

Il y a cinquante ans que je plaide la cause de l'Irlande, que je prends part à tous les mouvements qui ont lieu en sa faveur. Mais, cette fois, la voyant à la merci des éléments les plus violents, les plus fanatiques, qui cherchent le succès dans les menées les plus criminelles, dans la violence la plus condamnable, et exposent l'Irlande à perdre ce qu'elle a conquis au prix de si grands sacrifices, je considère que refuser ce que le gouvernement

anglais offre est une erreur déplorable, et, qu'en tout cas, les Canadiens-Français ne devraient pas se faire du mal en encourageant une politique aussi injuste pour l'Angleterre que funeste à l'Irlande.

Mes sympathies pour l'Irlande et l'intérêt de mes compatriotes sont les seuls motifs qui m'inspirent en cette circonstance. Et je suis convaincu que les événements me donneront raison et démontreront quels sont les véritables et sincères amis de l'Irlande.



LA QUESTION DES ÉCOLES BILINGUES DE L'ONTARIO

Dans le mois de mars 1915, l'auteur de ce volume proposait au Sénat la résolution suivante :

« Considérant que l'un des principaux buts de l'établissement du Sénat a été la protection des minorités, cette Chambre, sans déroger aux principes de l'autonomie provinciale, ne peut que regretter les divisions qui semblent exister dans la province d'Ontario au sujet de la question des écoles bilingues et croit que, dans l'intérêt du Dominion tout entier, toutes ces questions devraient être étudiées à un point de vue généreux et patriotique et réglées de manière à maintenir la paix et l'harmonie parmi les divers groupes nationaux et religieux de ce pays conformément aux vues des Pères de la Confédération et à l'esprit de notre Constitution. »

DISCOURS
A L'APPUI DE CETTE MOTION. —

Messieurs,

A la session de 1906, je terminais un discours au Sénat par les paroles suivantes :

Conservez le Sénat, améliorez-le, si vous voulez, mais gardez-le pour remplir sa mission de paix, d'ordre, d'harmonie et de justice.

C'est inspiré par les mêmes pensées et les mêmes sentiments que je m'adresse à vous, croyant d'abord à propos de déclarer que je n'ai été incité par personne, ici ou ailleurs, à faire la présente motion. J'en suis seul responsable, et elle est conforme à mes idées bien connues, mes idées si souvent exprimées sur la mission du Sénat.

Une des principales raisons données par les Pères de la Confédération pour justifier l'institution du Sénat, fut qu'une Chambre haute, où toutes les provinces seraient également représentées, assurerait la protection voulue aux minorités. Pour répondre à ses adversaires, et même à quelques-uns de ses amis, s'opposant à ce que la représentation des provinces, à la Chambre des Communes, fût basée sur la population, sir Georges-Étienne Cartier déclara plusieurs

fois que la province de Québec, représentée au Sénat par un tiers des membres de ce corps, y trouverait la protection requise pour elle ou pour les minorités catholiques et françaises des autres parties du pays. Il disait, et ses organes répétaient qu'il y aurait toujours au Sénat assez de gens raisonnables pour faire ce qui est bon et juste envers toutes les croyances et toutes les nationalités. J'étais un de ceux qui n'avaient pas une telle confiance et ne croyaient pas à de telles prédictions. Mais les honorables membres du Sénat d'aujourd'hui profiteront, je l'espère, de l'occasion qui leur est donnée de réaliser les espérances et la vision de sir Georges-Étienne Cartier.

Sir John A. MacDonald et George Brown, les deux principaux auteurs de la Confédération, exprimèrent à peu près la même opinion sur l'objet de la création du Sénat et de sa mission.

La nomination à vie des sénateurs fut considérée comme une garantie qu'ils rendraient justice avec impartialité et indépendance, qu'ils rempliraient les fonctions d'une cour supérieure d'équité, d'un bureau d'arbitrage et de conciliation.

Eh bien ! il est une province, la province d'Ontario, où la minorité se considère maltraitée et privée d'un de ses droits les plus

sacrés, par le fameux règlement N^o 17. La minorité française a-t-elle raison de se plaindre de ce règlement et de dire qu'il a changé sa position quant à l'enseignement du français ? Cela est indéniable. Cela a été clairement démontré dans des discours très éloquentes et très convaincants du sénateur Belcourt et de plusieurs autres messieurs Irlandais, Anglais et Français. Cela a été admis officiellement par la commission des six inspecteurs nommés par le département de l'instruction publique de l'Ontario, pour vérifier le fonctionnement du règlement. Cette commission, composée de trois Canadiens-Français et de trois Canadiens-Anglais, fit le rapport suivant : « Nous considérons le règlement comme une tentative d'éliminer graduellement la langue française des écoles anglo-françaises. »

Les défenseurs les plus importants du règlement ont admis si franchement que tel en était l'objet et tel en serait l'effet, que je trouve inutile d'insister sur ce point.

Le règlement est-il légal ou constitutionnel ? Grave question, à laquelle le Conseil Privé répondra sous peu et que je préfère ne pas étudier maintenant.

Je désire plutôt me placer sur le terrain plus large et plus élevé du patriotisme et de l'intérêt public, de l'altruisme, de la justice

et de la conciliation, et formuler des vues qui ne peuvent être contestées.

On ne peut nier que le nouveau règlement ait changé la situation du français dans les écoles de la province d'Ontario et soit une cause d'agitation, de friction nationale que doivent déplorer tous ceux qui aiment leur pays et sont convaincus que la paix et l'harmonie entre les diverses croyances et les différentes nationalités du Canada sont nécessaires à son bien-être, à sa prospérité et à son avenir. Et s'il fut jamais un temps où des sentiments de fraternité devraient régner au Canada, c'est le temps présent, temps où nos mères-patries luttent, avec tant d'héroïsme, sur les champs de bataille de l'Europe, pour le triomphe du droit et de la justice, et cimentent leur alliance du sang de leurs braves soldats, dans l'intérêt de la civilisation et de l'humanité, pour rendre à certaines nations, à certains petits États, leurs droits nationaux. Il n'y a pas de doute, messieurs, que l'un des principaux résultats de la présente guerre sera le partage de l'Europe d'après le principe des nationalités, et la restauration de la vie nationale à ces petits peuples.

N'y aura-t-il qu'un pays, n'y aura-t-il qu'une province où les luttes nationales

continueront, et cette province sera-t-elle la grande, florissante et intelligente province d'Ontario ? Le Canada seul donnera-t-il le spectacle de querelles nationales et religieuses, si contraires à son bonheur et à son progrès ?

Je ne puis mieux exprimer les vues et les sentiments des esprits raisonnables sur cette question qu'en citant les opinions et les écrits d'hommes éminents et de journaux importants de différentes croyances et de différentes nationalités. J'ai le discours de sir John A. MacDonald, grand chef du parti conservateur, que tous les conservateurs ont tant aimé et tant admiré. Je ne puis ne pas citer ce qu'il dit de la même question dans un discours que l'on trouve à la page 894 des débats de la Chambre des Communes, année 1890 :

Dans les quelques observations que je fis l'autre soir, je voulais signaler à l'attention de mes amis de la province d'Ontario l'action de la Province du Haut-Canada en 1793, mais la fatigue m'a fait attendre une autre occasion.

Je mets cette action sous vos yeux maintenant, pour montrer ce qu'était le sentiment du peuple du Haut-Canada, il y a un siècle... La session de la Législature en 1791 eut lieu à Newark, maintenant Niagara. Il n'y avait que des Anglais.

Il se trouvait une colonie de Français, à la frontière ouest du Haut-Canada, là où est maintenant le comté d'Essex. Ces Français étaient peu nombreux, mais leurs droits furent protégés à la deuxième séance de la Législature. La province était petite et pauvre et ne pouvait pas même se permettre d'imprimer les procédures parlementaires ; mais le peuple tint compte des sentiments de ses compatriotes français...

Voici l'ordre du 3 juin 1799 :

Ordonné que les Actes de la Législature de cette province, passés ou à venir, soient traduits en français, dans l'intérêt des habitants du district ouest de cette province et des autres colons français qui pourront venir résider dans cette province, et que A. MacDonald, Ecr., de cette Chambre, député de Glengarry, soit aussi employé comme traducteur français à cette fin ou pour d'autres fins.

Voici maintenant l'induction que sir John A. MacDonald fit de cette décision et qui est plus éloquente que tout ce que je pourrais dire :

Serons-nous, cent ans après, moins généreux envers nos sujets canadiens-français que les quelques Anglais, loyalistes de l'Empire-Uni, qui colonisèrent l'Ontario ? Non, messieurs. Cette attitude attirerait l'opprobre sur ceux qui tenteraient de priver nos amis français de la pro-

vince d'Ontario du privilège qui leur fut donné, il y a cent ans, par une assemblée d'hommes ne parlant que l'anglais,—à une exception près, M. Baby, député du district ouest, qui, pendant des années, fut le seul représentant, dans la province du Haut-Canada, de cette partie de la race française vivant dans le Haut-Canada.

Serons-nous moins généreux ? A Dieu ne plaise, monsieur l'Orateur. Au nom de l'humanité, au nom de la civilisation, au nom du progrès de ce pays, je demande à tous nos amis de cette Chambre, sans exception de partis, d'oublier ce qui peut être un inconvénient, et de faire tout converger vers le désir fécond que, au Canada, Français et Anglais ne fassent qu'un peuple, sans aucune autre caractéristique que celle qui jaillit des littératures et des tendances d'esprit particulières aux différentes races et qui distinguent l'Écossais et l'Irlandais de l'Anglais tout autant qu'elles le distinguent du Français. Notre récompense sera de voir l'incendie regrettable, allumé par une si petite étincelle, éteint pour toujours, et nous irons de l'avant, ainsi que depuis 1867, comme un seul peuple, avec un même dessein, les yeux fixés sur un même avenir, résolus à jeter les fondements d'un grand pays. »

En 1890, combattant la motion pour abolir la langue française dans les territoires du Nord-Ouest, sir John dit :

Nous avons maintenant une constitution, grâce à laquelle tous les sujets britanniques sont dans une position d'égalité absolue, ayant des droits

égaux de toutes sortes, droits de langue, de religion, de propriété et de personne. »

Veillez remarquer, messieurs, les mots : « Égalité de langage » — Est-ce que le règlement N^o 17 respecte les vues et les conseils de l'éminent homme d'État ?

Comme amendement à cette motion de 1890, sir John Thompson proposa :

Que cette Chambre, vu l'usage constant de la langue française dans l'ancien Canada et les clauses, à ce sujet, de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, ne peut admettre le principe du projet et que, dans l'intérêt de l'unité nationale du Dominion, il devrait y avoir communauté de langage dans le peuple du Canada.

Tous les premiers ministres du Canada, y compris notre estimable collègue, sir Mac-Kenzie Bowell, ont parlé dans le même sens et pris la même attitude à l'égard des droits acquis ou exercés par les minorités. Ils ont tous déclaré que nos difficultés nationales ou religieuses devraient être réglées dans un esprit de tolérance.

Vous avez remarqué, messieurs, que sir John Thompson refusa d'admettre qu'il fût de l'intérêt de l'unité nationale du Dominion de n'avoir qu'une seule langue. Je crois devoir maintenant vous lire un ex-

trait du discours éloquent du premier ministre de Québec, sir Lomer Gouin, au début de la dernière session :

Je veux adresser, au nom de toute la population de Québec, des Canadiens-Anglais, Écossais et Irlandais, comme au nom des Canadiens-Français, un appel au gouvernement et à la majorité de la province d'Ontario, au nom de la justice et de la générosité dont l'Angleterre a donné tant de preuves et qui ne peuvent manquer d'animer tout citoyen véritablement britannique, comme au nom des luttes qu'ont soutenues nos pères pour ouvrir à la civilisation les riches domaines qui sont notre patrimoine commun, je demande qu'on fasse justice à la minorité française d'Ontario et même au besoin qu'on soit généreux envers elle.

Au nom des sublimes expressions qu'il a données à la pensée humaine, je demande pour le verbe français le droit de jaillir des lèvres des écoliers d'Ontario qui veulent l'apprendre et le parler.

Voici comment le *Journal du Commerce* de Montréal apprécia cet éloquent appel à la bonne entente et à la justice :

Dans ce passage éloquent se trouve le véritable esprit qui doit régner au Canada. Le Canada est un pays habité par des hommes de races et de religions différentes. C'est une terre où, presque avant tout, nous avons besoin de voir les choses avec tolérance, et d'un point de vue élevé. On ne devrait pas avoir à discuter

sur les droits légaux des minorités. Partout, et surtout quand surgissent ces questions si délicates de race et de croyance, la majorité, au lieu de se demander : « Quelle portion congrue peut-on marchander à la minorité sans sortir des limites de la loi », devrait plutôt se dire : « Quel est le maximum que nous pouvons concéder ? Jusqu'à quel point de générosité, sans faire d'injustice à personne, pouvons-nous satisfaire aux réclamations, aux désirs et même aux honnêtes préjugés de la minorité ? » Nous sommes sûrs que, si la question de la langue française, dans ces parties de l'Ontario où la population est surtout française, est étudiée dans l'esprit qui anime le discours de Sir Lomer Gouin, on trouvera une solution.

Le *Star* de Montréal, et d'autres journaux anglais, ont exprimé les mêmes opinions et donné les mêmes conseils.

Le *News* de Toronto, suggère l'idée d'une conférence entre des représentants de la province de Québec et le ministre de l'Instruction Publique de l'Ontario pour en arriver à un règlement amical. Le discours de sir Lomer Gouin fut prononcé à l'appui d'une motion semblable à celle qui vous est soumise. A Québec cette motion fut proposée et appuyée par deux députés anglais, MM. Bullock et Finnie.

Écoutons maintenant la voix d'un homme, qui durant plusieurs années, a joui de la

confiance de la province d'Ontario. Sir Oliver Mowat : « La population française a contribué au soutien des écoles, et l'objet recherché serait atteint mille fois plus efficacement en respectant ses préjugés, en respectant son amour de sa langue, en respectant son désir qu'on enseigne sa langue à ses enfants, qu'en adoptant une politique de contrainte, (applaudissements). » Sir Oliver Mowat voulait que les Français pussent apprendre leur langue, l'étudier, la lire dans des livres français, et il voulait aussi que, tous, ils étudiassent la langue et la littérature anglaises. On ne saurait atteindre cet objet en montrant un esprit d'hostilité à la population française. On ne l'atteindra certainement pas en proscrivant l'usage du français à l'école.

Sir George Ross dit dans sa correspondance : « Il est convenable, juste, désirable et naturel que les enfants dont le français est la langue maternelle apprennent l'anglais par l'intermédiaire de leur langue. »

Sir James Whitney fit écrire la lettre suivante à un prêtre :

25 juillet, 1911

Révérénd et cher monsieur,

Je suis autorisé par le premier ministre, sir James Whitney, à accuser réception de la vôtre

du 21 et à dire qu'aucun changement n'a été fait à la loi scolaire ou aux règlements du département concernant l'étude du français dans les écoles.

Je suis chargé de vous dire que la question est entièrement sous le contrôle du bureau des syndics.

(Signé) A. H. COLKUHN.

Sous-ministre de l'Éducation.

Veillez maintenant écouter l'opinion de feu M. MacKenzie, ancien trésorier de la province de Québec, donnée dans une lettre écrite, deux ans avant sa mort, et publiée récemment par *Le Devoir*, de Montréal.

Je suis convaincu que les nouvelles ordonnances du département de l'éducation dans la province d'Ontario sont contraires à l'esprit des dispositions dans l'Acte de l'Amérique britannique du Nord concernant l'éducation. L'article stipulant qu'après la première année les élèves d'origine française seront obligés de continuer leurs études dans la langue anglaise, me paraît rigoureux et injuste. Pareil système ne peut produire des résultats satisfaisants. J'espère que cette question sera réglée conformément au véritable esprit de l'Acte de l'Amérique du Nord.

On retrouve le même désir et la même espérance chez plusieurs de nos concitoyens anglais et irlandais, qui ont eu le courage de

protester contre les vues extrêmes de quelques-uns de leurs compatriotes.

Nos concitoyens irlandais ne peuvent oublier les efforts, les luttes et les épreuves de leurs ancêtres pour conserver la langue de leur berceau et leurs institutions nationales. Ils ne peuvent que sympathiser avec ceux qui, sous l'empire des mêmes sentiments, poursuivent le même objet patriotique. Et ils ne peuvent oublier que, dans leur lutte pour le Home Rule, ils ont eu la sympathie des Canadiens-Français. Ils ne peuvent oublier que, dans la grande calamité de 1848, où des milliers d'Irlandais moururent sur nos rivages, des centaines de leurs pauvres enfants furent adoptés, élevés et instruits par nos prêtres et par nos familles françaises. Je pourrais nommer plusieurs de ces enfants qui, grâce à cette protection, ont connu la prospérité et sont devenus de bons et éminents citoyens.

Les Canadiens-Français croient avoir de bonnes raisons de compter sur la sympathie de la population irlandaise, quand, à son exemple, ils revendiquent leurs droits.

Dans une conférence faite à Montréal, M. Hohagan a donné des renseignements très intéressants sur la libéralité avec laquelle l'Angleterre respecte la langue maternelle de ses sujets dans toutes ses possessions.

Le docteur Foran a eu l'obligeance de m'envoyer un extrait d'un article patriotique publié par Thomas Osborne Davis, un vrai patriote, oncle de notre collègue, le sénateur Davis, dans *La Nation*, N° 1843, où il est dit :

La langue, qui croît avec un peuple, est conforme à ses organes ; elle réfléchit son climat, sa constitution et ses mœurs ; elle est inséparablement mêlée à son histoire et à son sol, pouvant, mieux que toute autre langue, exprimer de la manière la plus naturelle et la plus efficace ses pensées dominantes. Imposer une autre langue à ce peuple, c'est pousser son histoire à la dérive parmi les épaves de la traduction. Un peuple sans une langue à lui n'est qu'une demi-nation. Une nation doit défendre sa langue comme sa vie.

Après avoir fait l'historique de la langue irlandaise, de ses obstacles, de ses luttes, M. Davis termine par ces paroles éloquantes :

La langue était si caractéristique de la race qu'on eut recours aux pires extrémités pour l'abolir, parce qu'elle conservait son histoire, parfumait ses traditions et perpétuait sa nationalité.

Je suis sûr que notre estimable collègue sent et pense comme son oncle distingué sur cette question.

Messieurs, nous Français, nous avons nos défauts qui ressemblent beaucoup à

ceux des Irlandais ; nous sommes trop prompts et trop impressionnables, mais nous sommes toujours prêts à sympathiser avec ceux qui souffrent, avec les malheureux et les opprimés. Nous sommes fidèles à nos traditions religieuses et nationales ; si nous ne l'étions pas, nous serions justement méprisés par nos concitoyens anglais et irlandais. N'a-t-il pas été affirmé par les hommes les plus éminents d'Angleterre que la diversité des nationalités est un élément de progrès et de civilisation ?

Nous aimons notre langue maternelle et nous voulons la conserver, parce qu'elle a été celle des découvreurs de ce pays et des pionniers courageux qui ont laissé des traces glorieuses de leur passage dans toute l'étendue de l'Amérique du Nord. Le fait est que si les mers, les terres, les forêts et les montagnes situées entre l'Atlantique, le Pacifique, la Baie d'Hudson et le Mississipi, et immortalisées par le courage et l'héroïsme de nos ancêtres, avaient une âme et une voix, elles nous demanderaient de garder l'idiome civilisateur qui, le premier, a rompu le silence de leurs vastes solitudes, et leur langage serait certainement celui de France. C'est en français que nous avons appris à adorer et à prier Dieu et à respecter la liberté et les institutions

britanniques. Le français est la langue des rois et des princes de l'Europe, de la Famille Royale et des gouverneurs du Canada. Parlé avec élégance par S. A. R. le duc de Connaught et sa noble famille, il a servi aux grands hommes qui ont enrichi et orné le monde intellectuel de tant de joyaux littéraires.

Les Canadiens-Français de l'Ontario connaissent les luttes et les souffrances de leurs ancêtres, et le sang souvent répandu, pour transmettre à leurs descendants cette part précieuse de l'héritage national, la langue. N'est-ce pas cruel de leurs demander d'abandonner ce trésor, de faire ce qu'ils considéreraient comme un acte de lâcheté et de trahison ?

Supposons un moment que la province de Québec, légalement ou non, tenterait d'abolir l'enseignement de l'anglais dans les écoles de la province de Québec. Que diraient les Anglais ?

Que feraient-ils ? Pensez-vous que les gens de l'Ontario resteraient indifférents et garderaient le silence ? Non, non.

Qui oserait, en aucun lieu, priver les enfants anglais de leur droit à l'enseignement de leur langue maternelle, à l'usage de cette langue qui a été le véhicule de la liberté sociale et politique dans le monde, langue

parlée par quelques-uns des poètes, des historiens et des orateurs les plus grands de la terre ! Milton, Shakespeare, MacAulay, Chatham, Pitt, Fox, Burke, O'Connell, Gladstone et beaucoup d'autres.

Ne croyez-vous pas, messieurs, l'occasion favorable, de suivre la règle d'or : « Ne faites pas aux autres ce que vous ne voudriez pas qu'on vous fit à vous-même ! »

J'admets que si l'on pouvait alléguer et prouver que l'usage et l'enseignement du français dans la province d'Ontario seraient préjudiciables à l'efficacité de son système scolaire et à ses progrès intellectuels, cela nuirait à notre cause ; mais qui peut sérieusement faire une telle assertion ? Les hommes publics de l'Ontario sont trop intelligents et ont trop d'expérience pour ne pas être capables de donner satisfaction au peuple français sans nuire aux écoles.

Et puis, est-il nécessaire de démontrer que l'usage et l'enseignement de deux langues, au lieu d'être des éléments de faiblesse pour une province ou un pays, sont plutôt des éléments de progrès, de développement intellectuel ? Qui niera l'avantage pour un homme ou un peuple d'avoir à sa disposition, pour développer son intelligence, les trésors scientifiques, littéraires et politiques de deux grandes nations ? Le

système d'école bilingues a-t-il nui au progrès moral et intellectuel des Belges, peuple de héros ?

Non seulement dans la guerre, mais aussi dans les arts mécaniques et industriels, et dans les beaux-arts, ils ont prouvé qu'ils n'étaient inférieurs à aucun autre peuple.

On a dit que le français parlé et enseigné dans la province de Québec et généralement en Canada était mauvais et écorché. Hélas ! que de choses extravagantes ont été dites par des hommes qui pourtant devraient connaître mieux ! Mais, pour repousser cette assertion, il me suffit de dire que, si elle était vraie, les livres et les discours de nos poètes, de nos écrivains et de nos orateurs ne seraient pas appréciés et loués comme ils le sont en France. Je pourrais en mentionner plusieurs. Je ne le crois pas nécessaire. Permettez-moi de rappeler seulement que, il y a trois ou quatre ans, avait lieu en France une grande manifestation publique pour célébrer l'érection d'un monument à Montcalm. De grands orateurs parlèrent, mais l'auditoire reconnut que le meilleur discours avait été celui d'un Canadien-Français, notre collègue, l'hon. M. Dandurand. Et plus tard, à l'immense concours de peuples à

Notre Dame-de-Lourdes, en France, les deux orateurs les plus admirés et les plus applaudis furent deux Canadiens-Français, Mgr Gauthier et Henri Bourassa. Où ces écrivains et ces orateurs éminents ont-ils été formés ? Dans nos écoles, dans nos collèges.

Quant à la partie illettrée de la population, il a été reconnu par des écrivains français éminents que, si l'accent est rude et dur, le français est bon, meilleur que dans plusieurs départements de France.

Le *Canada* de Montréal, a publié, il y a quelques jours, des pensées de M. Emile Faguet, l'un des plus brillants écrivains de France, sur la question des nationalités. Je signale à l'attention de mes honorables collègues l'extrait suivant de cet écrit remarquable :

Les peuples sont des organismes particuliers, spéciaux, originaux, qui ne peuvent prospérer et fleurir que si leur autonomie est respectée et sauvegardée.

Il ne serait pas bon que l'Europe fût anglaise, russe, ni même française. L'esprit européen doit exister, certes ; mais il doit être précisément le respect de l'esprit anglais, de l'esprit russe, de l'esprit français et de leurs différences, c'est-à-dire de leurs libertés.

Le premier mot du général Joffre aux Alsaciens, a été : « Nous respecterons vos traditions. »

Il a parlé, en parlant ainsi, un langage vraiment philosophique, un langage inspiré par la philosophie de l'histoire. Aucun peuple, fût-il le peuple romain, n'a imposé son joug, sans éteindre des civilisations originales qui, non seulement avaient le droit de vivre, mais devaient vivre pour l'intérêt général de l'humanité. Un peuple est un flambeau.

...Il importe qu'il y ait plusieurs foyers lumineux dans le monde. Il importe qu'il y ait concurrence pour qu'il y ait « concours ». Que l'esprit allemand domine, c'est vingt esprits nationaux qui sont éteints et détruits. Je me demande où est le bénéfice, pour l'Europe et pour l'humanité. Si l'humanité est avec nous, c'est qu'elle sent d'instinct qu'il y va de plusieurs de ses sources vives qui, si l'hégémonie allemande était établie, seraient aveuglées. C'est bien cela, l'Allemagne veut crever plusieurs yeux de l'humanité pour les remplacer par un œil unique de cyclope.

■ Eh bien ! me servant du langage de M. Faquet, je dis que nous avons au Canada deux flambeaux, deux grandes lumières nationales et que nous ne pouvons éteindre l'une ou l'autre sans affecter sérieusement le progrès et l'avenir du pays. Je ne crois pas inopportun de rappeler que, en 1888, parlant à l'assemblée législative de Québec sur la question de nationalité, je terminais ainsi mon discours :

Je n'ai aucune hésitation à déclarer que s'il

était en mon pouvoir de faire disparaître dans la province de Québec les éléments constitutifs de la nationalité anglaise, je ne le ferais pas, je ne voudrais pas prendre la responsabilité d'éteindre l'une des grandes lumières du Canada, du monde entier. »

Vous voyez, messieurs, que mes opinions sur cette question ne sont pas nouvelles.

C'est parce que les grands hommes d'État d'Angleterre ont mis ces idées en pratique dans toutes les possessions britanniques, que nous voyons aujourd'hui des milliers d'hommes de toutes les parties de l'empire, même de l'Afrique-Sud, accourir vers les champs de bataille de l'Europe au secours de la Mère-Patrie. Croyez-vous qu'il y aurait une telle manifestation de loyauté si partout, dans l'Empire britannique, les droits des peuples et les traditions nationales n'étaient pas respectés ? La justice, l'équité et la tolérance sont la plus sûre sauvegarde de la puissance britannique dans le monde, et j'espère que le Canada ne sera pas le seul pays où elles ne prévaudront point.

N'oubliez pas, messieurs, les leçons de l'histoire, n'oubliez pas qu'une injustice nationale est une semence de désordre et peut être comparée à un germe pernicieux qui met finalement en danger tout le

système. La présente guerre, conflit horrible qui épouvante l'univers, n'est-elle pas, en grande partie, le résultat de la spoliation cruelle du territoire de France ?

Nous sommes fiers de notre pays, nous avons une haute idée de ses destinées, et c'est un devoir sacré d'éviter tout ce qui peut compromettre son glorieux avenir.

Je ne suis pas enclin à considérer maintenant la question sous son aspect légal et constitutionnel, bien qu'il ait été établi par des avocats éminents que l'esprit et une interprétation raisonnable du traité de 1763, de l'Acte de Québec de 1774 et de l'Acte fédéral de 1867, donnent aux Canadiens-Français de l'Ontario droit à l'enseignement du français dans les écoles de cette province. Je préfère rester dans les limites de la motion et dire qu'il est une loi au-dessus de toutes les lois : c'est celle de la nature qui fait qu'un homme, qu'un peuple aime, chérit et garde comme un trésor sacré tous les éléments caractéristiques de sa nationalité. Or nul ne niera que la langue nationale soit un de ces éléments.

Il est une autre loi, une loi divine, qui fut promulguée par le Christ lui-même quand il dit à ses apôtres : « Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés. »

Il n'y eut jamais heure plus propice pour

adresser et répéter ces sublimes paroles aux Canadiens, et même aux citoyens de tout l'Empire et pour en appliquer le noble précepte. Si l'union des Français et des Anglais ajoute tant, en ce moment, à leur influence dans le monde, est si utile à la civilisation et à l'humanité, elle n'est pas moins nécessaire, ici, au bien et à la prospérité de la patrie et à ses glorieuses destinées.

Ceux des nôtres qui partent, soit Anglais, Écossais, Irlandais ou Français, et s'en vont combattre, côte à côte, sur les champs de bataille de l'Europe, nous donnent une leçon, un exemple que nous devrions suivre. Si nous ne sommes pas, comme eux, appelés à verser notre sang, nous devrions au moins avoir assez de patriotisme pour éviter des querelles nationales également préjudiciables au Canada et à l'Empire.

Vraiment, le temps est mal choisi pour donner au monde le spectacle de nos divisions, quand nous nous préparons à recevoir tous ces infortunés qui, après la guerre, chercheront chez nous un refuge, un lieu de paix, de justice et de mutuel égard, le respect dû à leurs traditions nationales et religieuses.

Ne pensez-vous pas, messieurs, qu'ils craindront d'entrer dans un pays troublé par des divisions intestines et où ils auront rai-

son de croire qu'ils ne trouveront pas le repos social qu'ils désirent tant ?

Pendant que des millions d'hommes invoquent le Dieu de la guerre, prions, au Canada, le Dieu de la paix, qui a été si bon pour nous, faisons sur ses autels le sacrifice de nos préjugés nationaux et religieux, afin que nous puissions continuer à vivre et à prospérer dans la paix et l'harmonie. J'espère que les honorables membres de cette Chambre n'hésiteront pas à donner une preuve patriotique de leur esprit de tolérance et de bonne entente en votant pour une proposition qui renferme les vues de tous ceux qui mettent les intérêts généraux et le bonheur de la patrie au-dessus de toute considération personnelle. J'espère qu'il ne sera pas dit que le Sénat ne devrait pas intervenir dans une telle cause, qu'il ne peut pas faire appel à la générosité, au patriotisme, aux plus nobles sentiments de notre peuple. Ce serait un mauvais précédent, une atteinte à la haute opinion que nous devrions avoir des fonctions et de la noble mission de cette Chambre. . .

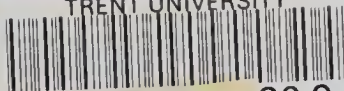
Un désir, une prière, sont toujours dans l'ordre, toujours bien vus de Dieu et des hommes.

P. S. — Grâce à certaines intrigues, des sénateurs réussirent à empêcher le vote sur cette question.



TABLE DES MATIÈRES

Première effusion poétique	11
Salut au Canada	16
Discours aux élèves de Sainte-Thérèse	18
Lettre publiée dans les « Annales Té- résienues »	26
Liste des personnes inculpées dans l'insurrection de 1837 au Canada..	31
Une Lettre de L.-H. Lafontaine	57
Une Lettre de sir G.-É. Cartier	60
Documents relatifs aux événements de 1837-38	64
L'Assemblée de Saint-Laurent	70
Deux lettres de Laurier	74
La fédération impériale	77
Le parti libéral anglais et l'Irlande ..	83
La question irlandaise	89
La question des écoles bilingues de l'Ontario	99



36 3

F5029 .D39S3
David, Laurent Olivier
Salut au Canada suivi de
Première effusion poétique...

247684

DATE	ISSUED TO

247684

